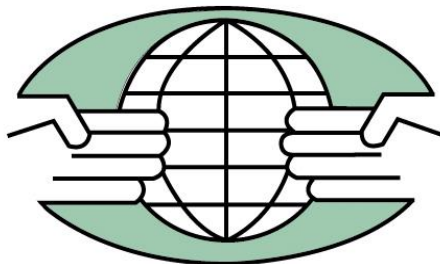


APEFE



CAHIER SPECIAL DES CHARGES

DU MARCHE PUBLIC DE

SERVICES

AYANT POUR OBJET

**"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE
FINALE DU PROGRAMME DE
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR
L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE
VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL PHASE
II (PCR-IGMVSS)"**

**FACTURE ACCEPTÉE (MARCHÉS PUBLICS DE
FAIBLE MONTANT)**

Pouvoir adjudicateur

**Association pour la Promotion de l'Education
et de la Formation à l'Etranger**

Auteur de projet

**Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger,
Place Saintetelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean**

Table des matières

I. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	5
I.1 DESCRIPTION DU MARCHÉ	5
I.2 IDENTITÉ DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
I.3 MODE DE PASSATION	5
I.4 FIXATION DES PRIX.....	6
I.5 DROIT D'ACCÈS ET SÉLECTION QUALITATIVE	6
I.6 FORME ET CONTENU DES OFFRES	8
I.7 DÉPÔT DES OFFRES.....	8
I.8 OUVERTURE DES OFFRES	8
I.9 DÉLAI DE VALIDITÉ	8
I.10 CRITÈRES D'ATTRIBUTION.....	9
I.11 RÉVISIONS DE PRIX.....	9
I.12 VARIANTES	9
I.13 CHOIX DE L'OFFRE	9
II. DISPOSITIONS CONTRACTUELLES.....	10
II.1 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT.....	10
II.2 ASSURANCES	10
II.3 CAUTIONNEMENT	10
II.4 DURÉE	10
II.5 DÉLAI DE PAIEMENT.....	11
II.6 DÉLAI DE GARANTIE.....	11
II.7 LIVRABLES	11
II.8 RESSORTISSANTS D'UN PAYS TIERS EN SÉJOUR ILLÉGAL	12
II.9 RÉMUNÉRATION DUE À SES TRAVAILLEURS	12
II.10 PROTECTION DES DONNÉES.....	13
III. TERMES DE RÉFÉRENCES D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE	14
III.1 LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	14
III.2 CONTEXTE ET FINALITÉ DE L'ÉVALUATION	16
III.3 OBJET DE L'ÉVALUATION	16
III.4 IDENTIFICATION DU PROGRAMME.....	17
III.5 CONTEXTE GÉNÉRAL ET SPÉCIFIQUE DES PROGRAMMES	18
III.5.1 Contexte général.....	18
III.5.2 Contexte spécifique	19
III.6 HISTORIQUE DE L'INTERVENTION	20
III.7 DESCRIPTION DES PROGRAMMES.....	20
III.7.1 Théorie du changement.....	20
III.7.2 Description du programme.....	23
III.8 INSTANCES ET MODALITÉS DE PILOTAGE, DE SUIVI DE GESTION DES DEUX PROGRAMMES.....	26
III.9 ÉVALUATIONS ET SUIVI ANTÉRIEURS	27
III.9.1 Évaluation à mi-parcours	27
III.9.2 Rapports de suivi-évaluation 2019 et 2020.....	31
III.10 RÉCOLTE ET ANALYSE DES DONNÉES.....	31
III.11 PUBLICS CIBLÉS PAR L'ÉVALUATION	32
III.12 PLANNING ET DURÉE	33
III.13 CHAMPS GÉOGRAPHIQUES DE L'ÉTUDE	33
III.14 APPROCHE ET MÉTHODOLOGIES D'ÉVALUATION	34
III.15 CRITÈRES, DÉFINITIONS ET QUESTIONS ÉVALUATIVES	35
III.16 COMPOSITION DE L'ÉQUIPE D'ÉVALUATION.....	37
III.17 PROFIL ET STATUT DU BINÔME D'ÉVALUATEURS RECHERCHÉS.....	37
III.17.1 Évaluateur international (évaluateur principal).....	37
III.17.2 Évaluateur national.....	38
III.18 CONTENU DE L'OFFRE TECHNIQUE	38
III.19 ÉVALUATION DU RAPPORT ET DES ÉVALUATEURS.....	38

III.20 GESTION ET PILOTAGE DE L'ÉVALUATION	39
III.21 LIVRABLES	41
III.21.1 Contenu de rapport	41
III.21.2 Présentation de rapport	41
III.22 CLAUSES SUSPENSIVES	42
III.23 ANNEXES	42
ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE	43
ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE	46
ANNEXE C : INVENTAIRE	47
ANNEXE D : INVENTAIRE BIS.....	49

Pour toute information concernant les termes de références du présent cahier des charges, contacter

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Personne de contact : Alexia GERMEAU
Téléphone : 02 421 86 44
E-mail a.germeau@apefe.org

Auteur de projet

Nom : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Adresse : Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean
Personne de contact : Service des Marchés Publics
Téléphone : 02 421 83 83
E-mail: map@apefe.org

Réglementation en vigueur

1. Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures.
2. Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, et ses modifications ultérieures.
3. Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, et ses modifications ultérieures.
4. Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures.
5. Règlement général pour la protection du travail (RGPT), Loi sur le bien-être et Code du bien-être au travail.
6. Loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.
7. Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.
8. Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

Autres, dérogations, commentaires:

Le soumissionnaire sera attentif aux mesures en matière du respect de l'environnement.

L'anonymat et la confidentialité des personnes ressources ayant communiqué des informations aux évaluateurs seront assurés, dans le cadre du respect des mesures en vigueur en matière du RGPD.

Les évaluateurs accorderont une attention particulière au respect- des croyances, us et coutumes et feront preuves d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec les parties prenantes.

Les évaluateurs éviteront toutes formes de discriminations dont notamment la discrimination liée au genre des parties prenantes.

I. Dispositions administratives

Cette première partie se rapporte à la réglementation relative à la passation d'un marché public jusqu'à la désignation de l'adjudicataire.

Les dispositions contenues dans cette partie se rapportent à la loi du 17 juin 2016 et à l'arrêté royal du 18 avril 2017 et leurs modifications ultérieures.

I.1 Description du marché

Objet des services : une mission d'évaluation externe finale du Programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel Phase II (PRC2-IGMVSS).

Ce marché est publié sur le site web de l'APEFE (www.apefe.org)

Lieu de prestation du service : Burkina Faso

I.2 Identité du pouvoir adjudicateur

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Place Saintelette, 2
1080 Molenbeek-Saint-Jean

L'APEFE est une association sans but lucratif active depuis 1976 dans les pays en émergence. A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté, par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. Elle se focalise notamment sur le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) au sens large en incluant l'entrepreneuriat.

Elle collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans 10 pays — Bénin, Burkina Faso, Burundi, Haïti, Maroc, Palestine, RDC, Rwanda, Sénégal et en Belgique via la plateforme EducAid.

L'APEFE s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein de Wallonie-Bruxelles International, dans le cadre des Notes de politique internationale de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, elle fournit un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud.

L'APEFE est financée par l'état fédéral belge sur base d'un programme pluriannuel de coopération au développement suivi par la DGD (Direction Générale Coopération au développement et Aide humanitaire), ainsi que par Wallonie-Bruxelles international (WBI), l'Union européenne (UE) et l'Agence Belge au Développement (ENABEL).

I.3 Mode de passation

Conformément à l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) de la loi du 17 juin 2016, le marché est conclu par facture acceptée (marchés publics de faible montant).

I.4 Fixation des prix

Le présent marché consiste en un marché à prix global.

Le marché à prix global est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

I.5 Droit d'accès et sélection qualitative

Le formulaire d'offre doit être accompagné des pièces suivantes :

Situation	juridique	du	soumissionnaire	(motifs	d'exclusion)
-----------	-----------	----	-----------------	---------	--------------

- Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion visés aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

- Dans le cadres de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet ('revolving doors'), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) de l'APEFE, dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ de l'APEFE, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernée(s) et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (ou, pour un marché dans les domaines de la défense et de la sécurité, de l'article 10 de la loi du 13 août 2011 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les domaines de la défense et de la sécurité). Concrètement, cette sanction consiste, selon les cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché".

- Les experts évaluateurs ne peuvent avoir aucun lien formel avec ni l'APEFE, ni WBI, ni les partenaires locaux signataires de la convention de partenariat depuis au moins 2 ans à compter du lancement de l'appel d'offre.

Capacité économique et financière du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection
1	Une déclaration bancaire appropriée établie conformément au modèle figurant à l'annexe 11 de l'AR du 18 avril 2017.
2	La preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels.

Capacité technique et professionnelle du soumissionnaire (critères de sélection)

N°	Critères de sélection	Exigences minimales
1	L'indication des titres d'études et professionnels du prestataire de services.	<p>Evaluateur International (évaluateur principal) :</p> <p>Il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 (Master) dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et/ou le renforcement des capacités ; - disposer d'une expérience technique de minimum 10 ans dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et/ou de l'environnement et/ou le renforcement des capacités ; - disposer d'une expérience de minimum 10 ans en gestion de projet ; - disposer d'au moins 3 expériences similaires en matière d'évaluation de projets de coopération en Afrique au cours des 10 dernières années ; - disposer d'au moins 3 expériences de travail en binôme avec une expertise locale au cours des 5 dernières années. <p>Evaluateur National :</p> <p>Il devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 (Master) dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et/ou de l'environnement ; - disposer d'une expérience technique de minimum 5 ans dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et/ou un autre domaine du secteur rural (agriculture, élevage, eau) ; - disposer de minimum 5 ans d'expérience en gestion de projet ; - disposer d'au moins 3 évaluations similaires en matière d'évaluation de projet de coopération au cours des 10 dernières années.
2	Une liste des principaux services prestés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.	/
3	Capacités linguistiques	Les évaluateurs (international et national) devront maîtriser oralement et à l'écrit la langue française.

I.6 Forme et contenu des offres

Le soumissionnaire établit son offre en français et complète le métré récapitulatif ou l'inventaire sur le modèle annexé au cahier des charges le cas échéant. Si le soumissionnaire établit son offre sur d'autres documents que le formulaire prévu, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

Tous les documents établis ou complétés par le soumissionnaire ou son mandataire sont datés et signés par celui-ci.

Toutes ratures, surcharges et mentions complémentaires ou modificatives, tant dans l'offre que dans ses annexes, qui seraient de nature à influencer les conditions essentielles du marché, telles que les prix, les délais, les conditions techniques, doivent également être signées par le soumissionnaire ou son mandataire.

Le prix de l'offre sera exprimé en EURO.

Les éventuelles réductions doivent toujours être décomptées du prix unitaire et ne sont pas indiquées

I.7 Dépôt des offres

L'offre est établie en mentionnant le numéro du cahier des charges (2021-MECS-B-BFOS1/03) ainsi que l'objet du marché. Elle est envoyée **uniquement par courriel**.

L'offre doit être adressée à :

Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger
Place Saintelette, 2
1080 Molenbeek-Saint-Jean
map@apefe.org

L'offre doit parvenir au pouvoir adjudicateur **avant le 24 mars 2021 à 12h00**.

Par l'introduction d'une offre, les soumissionnaires acceptent sans condition le contenu du cahier des charges et des autres documents relatifs au marché, ainsi que le respect de la procédure de passation telle que décrite dans le cahier des charges et acceptent d'être liés par ces dispositions.

Lorsqu'un soumissionnaire formule une objection à ce sujet, il doit communiquer les raisons de cette objection au pouvoir adjudicateur par écrit et par courrier recommandé dans les 7 jours calendrier après la réception du cahier des charges.

I.8 Ouverture des offres

Il n'y a pas d'ouverture des offres en séance publique.

I.9 Délai de validité

Le soumissionnaire reste lié par son offre pendant un délai de 90 jours de calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

I.10 Critères d'attribution

Les critères suivants sont d'application lors de l'attribution du marché :

N°	Description
1	Méthodologie, compréhension TDR, pertinence et réalisme, calendrier
2	Prix
	<i>Règle de trois; Score offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>
3	Profil des évaluateurs
4	Clarté et présentation de l'offre

Les critères sont listés par ordre décroissant d'importance. Sur base de l'évaluation de tous ces critères, le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur.

I.11 Révisions de prix

Il n'y a pas de révision des prix pour ce marché.

I.12 Variantes

Il est interdit de proposer des variantes libres.
Une variante exigée est prévue.

I.13 Choix de l'offre

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée en se fondant sur le meilleur rapport qualité / prix.

Par la présentation de son offre, le soumissionnaire accepte toutes les clauses du Cahier des Charges et renonce à toutes les autres conditions. Si le pouvoir adjudicateur constate, lors de l'analyse des offres, que le soumissionnaire a ajouté des conditions qui rendent l'offre imprécise ou si le soumissionnaire émet des réserves quant aux conditions du Cahier des Charges, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de considérer l'offre comme substantiellement irrégulière.

II. Dispositions contractuelles

Cette deuxième partie fixe la procédure relative à l'exécution du marché. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ses modifications ultérieures établissant les règles générales d'exécution des marchés publics est d'application.

II.1 Fonctionnaire dirigeant

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du fonctionnaire dirigeant :

Nom : Madame Pascale DELCOMMINETTE

Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Téléphone : 02 421 83 83

E-mail : p.delcomminette@wbi.be

Le surveillant des services :

Nom : Mme Alexia GERMEAU

Adresse : Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger, Place Saintelette, 2 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Téléphone : 02 421 86 44

E-mail : a.germeau@apefe.org

II.2 Assurances

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

II.3 Cautionnement

Aucun cautionnement ne sera exigé pour ce marché.

II.4 Durée

La prestation, toutes activités confondues, devra se dérouler entre le 1^{er} septembre et le 15 novembre 2021. La mission de terrain devra se dérouler entre le 5 septembre et le 20 octobre 2021.

La durée de l'évaluation est estimée par l'APEFE à maximum 25 personnes/jours.

II.5 Délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de 30 jours de calendrier à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services.

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de 30 jours de calendrier à compter de la date de fin de la vérification, pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que des autres documents éventuellement exigés.

- **Mentions obligatoires**

Les factures, porteront obligatoirement les mentions suivantes :

- Date d'émission ;
- Numéro de facture ;
- Intitulé du marché et numéro de marché ;
- Identification éventuelle du lot ;
- Les montants totaux ;
- La répartition du taux de TVA ;
- Certifié sincère et véritable à somme de ..., et seront accompagnées des livrables attendus.

La facture accompagnée du rapport final, devra parvenir au siège de l'APEFE pour le 15 novembre 2021 au plus tard.

- **Facturation électronique**

Le pouvoir adjudicateur accepte la transmission des factures sous un format électronique (pdf), conformément à l'article 192/1 de la loi du 17/06/2016.

Les factures pourront être soumises directement via l'adresse mail : facturation@apefe.org

II.6 Délai de garantie

Aucun délai de garantie n'est applicable pour ce marché.

II.7 Livrables

L'ensemble des informations relatives aux livrables sont détaillées au point III.12: Planning et durée et au point III.21 : Livrables.

II.8 Ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/2, alinéa 4, du Code pénal social, dans laquelle il est informé qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce que l'autorité adjudicatrice donne un ordre contraire.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification, visée à l'article 49/2, alinéas 1er et 2, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/12 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs, qu'il occupe en Belgique un ou plusieurs ressortissants d'un pays tiers en séjour illégal.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/2 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant occupe un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'entreprise est habilitée à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.9 Rémunération due à ses travailleurs

Lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant reçoit copie de la notification visée à l'article 49/1, alinéa 3, du Code pénal social, par laquelle il est informé d'un manquement grave à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit, cet adjudicataire ou sous-traitant s'abstient, avec effet immédiat, de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, et ce jusqu'à ce qu'il présente la preuve à l'autorité adjudicatrice que les travailleurs concernés ont reçu l'intégralité de leur rémunération.

Il en va de même lorsque l'adjudicataire ou sous-traitant est informé :

- soit par l'adjudicataire ou par l'autorité adjudicatrice selon le cas de ce qu'ils ont reçu la notification visée à l'article 49/1, alinéa 1er, du Code pénal social, concernant cette entreprise ;
- soit via l'affichage prévu par l'article 35/4 de la loi du 12 avril 1965 relative à la protection de la rémunération des travailleurs.

Par ailleurs, l'adjudicataire ou sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance qu'il conclurait éventuellement, une clause stipulant que :

- 1° le sous-traitant s'abstient de se rendre encore au lieu d'exécution du marché ou de poursuivre l'exécution du marché, lorsqu'une notification établie en exécution de l'article 49/1 du Code pénal social révèle que ce sous-traitant manque gravement à son obligation de payer dans les délais, à ses travailleurs, la rémunération à laquelle ceux-ci ont droit ;
- 2° le non-respect de l'obligation visée au point 1° est considéré comme un manquement grave dans le chef du sous-traitant, à la suite duquel l'adjudicataire est habilité à résilier le contrat ;
- 3° le sous-traitant est tenu d'insérer, dans les contrats de sous-traitance, une clause analogue à celle visée aux points 1° et 2° et d'assurer que de telles clauses soient également insérées dans les contrats de sous-traitance ultérieurs.

II.10 Protection des données

Les données personnelles collectées dans le cadre du marché public par l'attributaire du marché, ainsi que par ses sous-traitants, agissant en tant que responsables du traitement doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, l'attributaire et ses sous-traitants s'engagent à ce que les informations personnelles collectées soient utilisées uniquement pour l'exécution du marché, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'adjudicateur.

III. Termes de références d'évaluation externe finale

III.1 Liste des abréviations

ACD	Action Contre la Désertification
ACNG	Acteur de la Coopération Non Gouvernemental
AGR	Activités Génératrices des Revenus
ANGMV	Agence Nationale de la Grande Muraille Verte
APEFE	Association pour la Promotion de l'Éducation et la Formation à l'Etranger
APGMV	Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte
APIL	Actions pour les Initiatives Local
AT	Assistant Technique
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
AWEX	Agence Wallonne à l'Exportation
BDD	Base de Données
BDOT	Base de Données d'Occupation des Terres
CAD	Comité d'Aide au Développement
CCCo	Cadre de Concertation Communal
CCR	Cadre de Concertation Régional
CEDL	Commission Environnement et Développement Local
CENSAD	Communauté des Etats Sahélo-Sahariens
CFV	Commission Foncière Villageoise
CIE	Cellule Interne d'Evaluation
CN-IGMVSS	Coordination Nationale de l'IGMVSS
CNSF	Centre National des Semences Forestières
CP	Comité de Pilotage
COVID-19	Corona Virus Disease 2019
CPE	Comité de Pilotage de l'Evaluation
CR	Compte Rendu
CSC	Cadre Stratégique Commun ou Cible Stratégique Commune
CSI	Cadre Stratégique d'Investissement
CST	Conseil Scientifique et Technique
CTS	Comité Technique de Suivi
CUA	Commission de l'Union Africaine
DEF	Département Environnement et Forêts
DFR	Direction des Forêts et de la Reforestation
DGD	Direction Générale de la coopération belge au Développement et Aide Humanitaire
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGEF	Direction Générale des Eaux et Forêts
DPEEVCC	Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique
DRAAH	Direction Régionale de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
DREEVCC	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique
DRRAH	Direction Régionale des Ressources Animales et Halieutiques
DSI	Direction des Services Informatiques
DTF	Document Technique et Financier
EPE	Etablissement Public de l'Etat
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
GDT	Gestion Durable des Terres
GMV	Grande Muraille Verte
GT	Groupe de Travail
IGB	Institut Géographique du Burkina Faso
IGMV	Initiative de la Grande Muraille Verte
IGMVSS	Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie

MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagement Hydro-agricoles
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
MRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
NDT	Neutralité en Termes de Dégradation des Terres
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONEDD	Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation des Producteurs
OS	Objectif Spécifique
OSS	Observatoire pour le Sahara et le Sahel
OSC	Organisation de la Société Civile
PA	Plan d'actions
PANA	Plan d'Actions National d'Adaptation
PCD	Plan Communal de Développement
PCI	Plateau Central
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PIB	Produit Intérieur Brut
PIF	Programme d'Investissement Forestier
PNG	Politique Nationale Genre
PNDES	Programme National de Développement Economique et Social
PNDD	Politique National de Développement Durable
PNE	Politique National de l'Environnement
PNSR	Programme National du Secteur Rural
PRC1	Programme de Renforcement des Capacités phase I
PRC2	Programme de Renforcement des Capacités phase II
PRC/IGMVSS	Programme de Renforcement des Capacités pour l'IGMVSS
PRC1/IGMVSS	Programme de Renforcement des Capacités pour l'IGMVSS – Phase I
PRC2/IGMVSS	Programme de Renforcement des Capacités pour l'IGMVSS – Phase II
PTAB	Programme de Travail Annuel et Budget
PTF	Partenaire Technique et Financier
SAF	Services Administratif et Financier
SE	Suivi-Evaluation
SEPO	Succès, Echecs, Potentialités, opportunités
SG	Secrétaire Général
SIG	Système d'Information Géographique
SN SIF	Service National du Système d'Information Forestier
SPA/IGMVSS	Stratégie et Plan d'Actions de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel
SP/CNDD	Secrétariat Permanent du Conseil National du Développement Durable
SPONG	Secrétariat Permanent des ONG
STD	Service Technique Déconcentré
TDR	Termes de Références
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TOC	Théorie du Changement
UCL	Université Catholique de Louvain
ULB	Université Libre de Bruxelles
UE	Union Européenne
UGP	Union de Gestion du Programme
UICN	Union International pour la Conservation de la Nature
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification
UNGC	Unité Nationale de Gestion et de Coordination
WBI	Wallonie-Bruxelles International
ZI-IGMVSS	Zone d'Intervention de l'IGMVSS

III.2 Contexte et finalité de l'évaluation

Conformément aux engagements souscrits avec les partenaires locaux de l'APEFE et l'État belge, les programmes mis en œuvre par l'APEFE doivent être évalués en fin de parcours.

L'évaluation externe finale qui fait l'objet du présent marché :

- Mesure l'efficacité de l'intervention de manière sommative
- Répond à une obligation de redevabilité de l'APEFE vis-à-vis des contribuables et du bailleur de fonds, la Direction Générale au Développement (Coopération belge fédérale)
- Répond également à une volonté et une responsabilité de reddition de compte de l'APEFE à l'égard de ses partenaires, groupes-cibles et bénéficiaires
- Se veut formative à des fins d'améliorations et surtout de pérennité des résultats à atteindre
- Contribuera à l'apprentissage interne et à d'éventuelles prises de décisions et d'orientations opérationnelles et stratégiques, méthodologiques, administratives et financières.

En analysant les résultats de l'intervention et ses modes opératoires, l'évaluation permettra d'expliquer ce qui a fonctionné ou non, d'en établir les causes et de dégager des réorientations opérationnelles et/ou stratégiques pour le futur, avec ou sans l'appui de l'APEFE dans un but de durabilité et d'impact.

Les instances de pilotage et de suivi des deux programmes pourront :

- Opérer les ajustements nécessaires en fonction des recommandations
- Être attentives à la qualité des collaborations avec les autres parties prenantes
- Exploiter au mieux les opportunités du contexte
- Gérer les différents risques
- Mettre en œuvre les stratégies de pérennisation et de capitalisation des acquis générés par le programme.

En permettant de tirer des leçons et des bonnes pratiques, l'évaluation sera utile à l'APEFE pour améliorer ses pratiques d'identification, de formulation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation de ses programmes, dont notamment, les théories du changement et les scores de performance. Elle doit également participer à alimenter la gestion des connaissances de l'APEFE.

Les différentes **parties prenantes – utilisateurs de l'évaluation** (comité de pilotage, unité de gestion, siège de l'APEFE, DGD, bénéficiaires) leurs **attentes spécifiques par rapport à l'évaluation**, mais aussi leurs rôles et les mécanismes de communication et de feed-back mis en place dans le cadre de l'évaluation sont présentées en annexe des termes de référence.

III.3 Objet de l'évaluation

L'évaluation finale portera sur **l'intervention suivante** :

Programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel – Phase 2 (PRC2-IGMVSS)

Il s'agira d'une évaluation finale portant sur la période d'exécution étendue du 01 janvier 2017 au 31 décembre 2021 même si l'évaluation sera réalisée en dernière année d'exécution.

Elle visera notamment la reddition de compte (redevabilité) auprès de la DGD, des partenaires locaux et des bénéficiaires par rapport à l'objectif et les résultats planifiés.

Elle visera également à tirer un certain nombre de leçons apprises destinées à l'APEFE, aux partenaires locaux et à la DGD quant aux suites à réserver au programme.

Le Programme soumis à la DGD, comprenant la Théorie du Changement ad hoc, est joint aux présents Termes de Référence. Une documentation plus exhaustive sera remise aux évaluateurs après l'attribution du marché.

III.4 Identification du Programme

Intitulé au Burkina	Programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel – Phase 2 (PRC2-IGMVSS)
Secteur et sous-secteur CAD	Protection de l'environnement, général (Code CAD : 410) : - Politique de l'environnement et gestion administrative (CAD : 41010) - Éducation et formation environnementales (CAD : 41081)
Pays	Burkina Faso
Zones d'intervention	Ouagadougou (Centre), régions du Plateau Central, du Centre Nord, du Sahel et de l'Est
Cibles stratégiques CSC	<u>CSC 1</u> : Promouvoir avec la participation des femmes et des jeunes un secteur agricole performant, durable et basé sur l'agriculture familiale au sein d'une économie rurale inclusive et assurer la sécurité alimentaire. <u>CSC 2</u> : Promouvoir les dynamiques émergentes, notamment celles intégrant la participation des femmes et des jeunes, pour une prise en compte des questions environnementales et la gestion des ressources naturelles par les organisations communautaires, les autorités décentralisées et les pouvoirs publics
Code APEFE	BFOS1
Budget total	2.396.815 €
Objectif spécifique	<u>OS 1</u> : La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres (GDT) et en prenant en compte le genre
Résultats	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Résultat 1.1</u> : Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre - <u>Résultat 1.2</u> : Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS - <u>Résultat 1.3</u> : Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre - <u>Résultat 1.4</u> : Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention
Bénéficiaires	Populations de la zone d'intervention de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso (ZI-IGMVSS) : Régions du Centre Nord, de l'Est, du Plateau Central et du Sahel, tirant leurs revenus des Ressources

	Naturelles. Selon les Projections de l'Institut National des Statistiques et de la Démographie (INSD), la population de la ZI-IGMVSS s'élèverait à 5 474 081 en 2016 dont au moins 75 % tireraient leurs revenus des Ressources naturelles soit 4 105 560 personnes
Groupes cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique ; - Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (CN-IGMVSS) ; - Directions Régionales de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique du Centre Nord, de l'Est, du Plateau Central et du Sahel ; - Les habitants de la commune de Bourzanga : 47 751 habitants ; - Les groupements de producteurs de Bourzanga ; - Services Départementaux de la commune de Bourzanga du MEEVCC, du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques et du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques.
Partenaires locaux	Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique à travers la Coordination Nationale de l'IGMVSS, quatre Directions Régionales du Plateau Central, du Centre – Nord, du Sahel et de l'Est
Partenaires de collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Des ONG belges : Broederlijk Delen (BD), TRIAS, Oxfam Belgique, ULB Coopération - Des projets et programmes intervenants dans la même zone et financés par la Banque mondiale, la Suède, le Luxembourg, le FIDA, le FEM - FAO, SOS Sahel, CNSF, DEF INERA, L'UMI, MM-UNCCD/UICN, SPONG/Resad, Association Tiipaalg, CUA, APGMV
Date de début et de fin	1 janvier 2017 au 31 décembre 2021
Directeur de programme	Adama DOULKOM : Coordonnateur National du PRC2-IGMVSS et de l'IGMVSS
Administrateur APEFE	Didier WOIRIN
Chargé de mission APEFE	Alexia GERMEAU

III.5 Contexte général et spécifique des programmes

III.5.1 Contexte général

Le Burkina Faso est un pays du Sahel enclavé, à faible revenu et aux ressources naturelles limitées. Son économie repose essentiellement sur l'agriculture qui emploie près de 80 % de la population active et représente 30 % du PIB. Ces dernières années, les exportations aurifères ont pris aussi de l'importance. L'or, avec le coton génèrent près de 95 % des recettes d'exportation du pays (Banque mondiale, 2020). Malgré les progrès réalisés ces deux dernières décennies, le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis de développement, notamment en matière de santé et d'éducation. Le pays est classé 183e sur 189 pays dans le nouvel indice de développement humain (PNUD, 2018) et 40,1 % de la population vit sous le seuil national de pauvreté (banque mondiale 2020). En outre, l'insécurité liée aux attaques terroristes fréquentes depuis 2016 a créé une crise humanitaire sans précédent.

L'insécurité grandissante, surtout dans le nord du pays, près de la frontière avec le Mali et le Niger a provoqué le déplacement de nombreux Burkinabè. Alors qu'il comptait moins de 50.000 personnes déplacées internes en janvier 2019, le pays en recensait 1.049.767 au 20 novembre 2020. À la même date, plus de 2.398 écoles étaient fermées, privant ainsi près de 350.000 enfants d'éducation.

Toujours à la même date, 91 centres de santé étaient fermés et 262 fonctionnaient à minima touchant ainsi près de 964.000 personnes (OCHA, 2020). Les élections présidentielles et législatives se sont tenues le 22 novembre 2020. Suite à l'insécurité, 1 645 secteurs ou villages répartis dans 6 régions (17,7 % du territoire national) n'ont pas pu participer aux élections auxquelles il faut ajouter les personnes empêchées de vote le jour de l'élection (300.000 à 350.000 personnes). Pour la première fois dans l'histoire du pays, les Burkinabés de la diaspora ont pu voter depuis l'étranger. Le président Roch Marc Christian Kaboré a été réélu pour 5 ans et a obtenu avec l'aide de partis de la mouvance présidentielle la majorité à l'Assemblée Nationale.

Malgré la crise sécuritaire et humanitaire, le cadre macroéconomique est resté globalement stable en 2019. Si la croissance du PIB réel a légèrement décéléré, elle est restée relativement forte à 6 % contre 6,8 % en 2018. L'activité économique a essentiellement été portée par le secteur des services, dont la croissance a compensé la baisse d'activités dans les secteurs agricoles, miniers et du bâtiment. L'épidémie du COVID devrait cependant affecter la croissance en 2020.

Données démographiques :

- Population : 19,75 millions d'habitants (Banque mondiale, 2018) ;
- Densité : 72,2 habitants au kilomètre carré (Banque mondiale, 2018) ;
- Taux de croissance démographique : 2,9 % (Banque mondiale, 2018) ;
- Espérance de vie à la naissance : 60,77 ans (Banque mondiale 2018) ;
- Taux d'alphabétisation : 35 % (UNESCO, 2015) ;
- Indice de développement humain : 0,402, 183e sur 189 (PNUD, 2018) ;
- Religions : islam (60,5 %), christianisme (23,2 % dont catholicisme 19 % et protestantisme 4,2 %), animisme 15,3 % (recensement 2006)

Le Burkina Faso fait face à des **problèmes environnementaux** majeurs notamment une sahélisation progressive qui se manifeste par une dégradation des terres et des ressources en eau, l'érosion de la biodiversité et les changements climatiques. On note également comme problèmes environnementaux : une mauvaise gestion des ressources naturelles (prise au sens large) due entre autres à une pression démographique croissante, un système énergétique non durable et des problèmes d'environnement urbain croissants. Ces problèmes environnementaux sont fortement marqués dans le nord du pays à vocation pastorale (région du Sahel) où ce mode de vie est en souffrance.

En ce qui concerne la thématique "Genre" : À l'instar de nombreux autres pays africains, le Burkina Faso s'est doté en 2009 d'une Politique Nationale Genre (PNG) en vue de promouvoir un développement socio-économique et culturel équilibré au bénéfice des hommes et des femmes, des anciens et des jeunes. L'objectif général de la Politique Nationale Genre est de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes, en leur assurant un accès et un contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision, dans le respect de leurs droits fondamentaux. Des mesures ont été prises et se sont déjà traduites dans l'éducation, la santé et la participation politique des femmes. Cependant, une série de défis demeure dans certains domaines clés qui affectent les droits et opportunités des femmes et des filles. Ces défis ont été mis en évidence dans l'étude « Institutions Sociales et Égalité Hommes » (SIGI) de 2018. La Politique Nationale Genre de 2009 a été évaluée en 2019 et une nouvelle stratégie est en cours d'adoption.

III.5.2 Contexte spécifique

Dans ce contexte d'environnement écologique difficile, le Burkina Faso a, à l'instar de plusieurs autres pays de la communauté des Etats Sahélo – Sahariens, s'est engagé dans la dynamique de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel portée par l'Union Africaine en 2007. Le pays a adopté en juin 2012 sa Stratégie et son Plan d'Action pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (SPA/IGMVSS – BF). La SPA/IGMVSS du Burkina Faso a été relue en 2018. Tenant compte des préoccupations majeures des populations et des défis environnementaux du pays

et des régions prioritaires d'intervention, la SPA/IGMVSS du Burkina Faso s'inscrit dans une vision de Gestion Durable des Terres (GDT) et de l'environnement dans une perspective de sécurisation alimentaire, de réduction de la pauvreté et de construction du développement durable.

L'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) s'étend sur 4 régions du Burkina Faso ; Centre Nord, Est, Plateau Central et Sahel ; représentant 15 provinces et 101 communes. Depuis 2018, elle a également pris en compte la région Nord du Burkina Faso. Pour sa mise en œuvre, une Coordination Nationale (CN-IGMVSS) a été mise en place à Ouagadougou au sein du Ministère en charge de l'Environnement. Ses démembrements au niveau régional sont les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC).

III.6 Historique de l'intervention

Depuis 2014, l'APEFE appuie la Coordination Nationale de l'IGMVSS au Burkina Faso. Une première phase a eu lieu de 2014 à 2016 et la seconde phase du Programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (PRC2-IGMVSS ou BF-OS1) a débuté en 2017. Ce programme s'inscrit dans les objectifs spécifiques du SPA-IGMVSS au niveau de l'objectif spécifique 3 « Consolider les actions de Gestion Durable des Terres et de l'Environnement par la recherche scientifique et la communication au développement » et l'objectif spécifique 4 « Animer la coordination, la concertation et du suivi évaluation des activités du Plan d'action ».

Les résultats attendus pour cette seconde phase sont :

- **Résultat 1 :** Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre
- **Résultat 2 :** Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS
- **Résultat 3 :** Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre
- **Résultat 4 :** Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention

III.7 Description des programmes

III.7.1 Théorie du changement

Il est repris ci-dessous la théorie du changement élaboré dans le cadre du programme lors de sa formulation en 2016

III.7.1.1 Justification de l'appui

L'IGMVSS est une réponse africaine au phénomène de Désertification et de Dégradation des Terres et Sécheresse (DDTS) témoigne d'une volonté politique de lutter contre ces phénomènes. Plus d'une vingtaine de pays africains ont adhéré à cette initiative. Au niveau continental, deux organes de coordination et de pilotage ont été mis en place : une cellule de coordination au niveau de la Commission de l'Union Africaine (CUA) et l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV). Il existe également au niveau continental différents documents d'orientation : une stratégie harmonisée, une stratégie de communication et de renforcement des capacités.

Dès le départ, le Burkina Faso a adhéré à l'initiative et a élaboré, en 2012, sa stratégie et son plan d'action. Une coordination nationale a été mise en place en 2015 avec l'appui de l'APEFE. L'IGMVSS au Burkina Faso s'inscrit dans une vision de Gestion Durable des Terres, dans une perspective de sécurisation alimentaire, de réduction de la pauvreté et de construction du développement durable. Il était nécessaire au départ de l'IGMVSS au Burkina Faso de renforcer les capacités du MEEVCC pour la mise en œuvre de l'initiative.

III.7.1.2 Construction de la TOC

L'IGMVSS s'inscrit dans **l'Objectif de Développement Durable 15 plus spécifiquement dans la cible 15.3 qui vise à obtenir un monde neutre en matière de dégradation des terres d'ici 2030**. L'atteinte de cet objectif aura un impact important sur les conditions de vies des populations de la zone d'intervention, car au moins 75 % de la population de ZI-IGMVSS1 au Burkina Faso tirent ses revenus de la terre et cette situation devrait encore perdurer pendant une génération. L'amélioration de la productivité des terres pourra ainsi éliminer la pauvreté (ODD 1) et assurer la sécurité alimentaire (ODD 2) de ces populations. D'autre part, en donnant une priorité à l'entrepreneuriat local, à l'économie sociale et en prenant en compte le genre, une croissance économique inclusive, équitable et durable (ODD 8) pourra être promue permettant de réduire les inégalités (ODD 10) et d'autonomiser les femmes (ODD5). La lutte contre la dégradation des terres aura également un impact sur les changements climatiques (ODD 13) notamment en améliorant le stockage du carbone sur les terres récupérées et en ayant une agriculture plus résiliente.

La Stratégie et Plans d'Actions de l'IGMVSS (SPA-IGMVSS) du Burkina Faso identifient deux types d'intervention pour atteindre cet objectif de neutralité en matière de dégradation des terres :

- **Des interventions curatives pour les zones déjà dégradées de la ZI-IGMVSS**, en mettant en œuvre des actions de Gestion Durable des Terres et des Actions Génératrices de Revenus basés sur les produits issus des ressources naturelles au profit des populations de la zone d'intervention et en prenant en compte le genre ainsi qu'en donnant une priorité à l'entrepreneuriat local ;
- **Des interventions préventives pour les zones non, ou moins, dégradées de la ZI-IGMVSS** en traitant les impacts environnementaux et sociaux négatifs des autres initiatives humaines affectant la Gestion Durable des Terres, afin d'améliorer les conditions de vie des populations de la zone d'intervention.

Le SPA-IGMVSS identifie deux conditions nécessaires à la mise en œuvre et l'amélioration de ces interventions :

- La mise en place d'un cadre organisationnel pour permettre la coordination et la concertation des acteurs, le suivi-évaluation et la mobilisation des fonds pour mettre à l'échelle la GDT au profit des populations de la ZI-IGMVSS ;
- La valorisation et diffusion des résultats scientifiques en matière de GDT, la capitalisation et la diffusion des bonnes pratiques en matière de GDT, la communication en faveur de l'IGMVSS, afin de mobiliser l'ensemble des parties prenantes.

¹ En 2016, la population de la ZI-IGMVSS s'élèverait à 5 474 081, soit au moins 4 105 560 personnes seraient donc toujours dépendant de la terre pour leur survie

III.7.1.3 Phases du changement

Au terme de l'intervention de l'APEFE, le MEEVCC aura amélioré ses capacités organisationnelles et ses capacités techniques pour la mise à l'échelle la GDT et la promotion d'Activités Génératrices de Revenus dans la zone d'intervention de l'IGMVSS au profit des populations de cette zone.

L'amélioration des capacités organisationnelles du MEEVCC dans le cadre de l'IGMVSS passera par :

- La fonctionnalité des organes de coordination, de pilotage et de concertation du niveau central au niveau local. Il existe beaucoup d'intervenants dans le domaine de la GDT. Il est donc important d'avoir des cadres permettant la concertation entre tous ces acteurs afin de mieux coordonner les actions ;
- L'amélioration des capacités organisationnelles des cadres et agents du MEEVCC afin notamment de mieux animer les organes de coordination et de concertation ;
- La mise en place d'un système de suivi-évaluation axé sur le genre pour fournir des informations pertinentes aux différentes parties prenantes de l'IGMVSS. Comme indiqué plus haut, étant donné le nombre élevé d'intervenants, il est important de suivre et d'évaluer ces différentes interventions afin de pouvoir mieux orienter les actions futures ;
- La mobilisation de fonds additionnels pour mettre à l'échelle la GDT au profit des populations de la ZI-IGMVSS.

L'amélioration des capacités techniques passera par :

- La mise en place d'un mécanisme permettant l'identification de thèmes de recherche sur la GDT, la valorisation de recherches scientifiques sur la GDT et la capitalisation de bonnes pratiques de GDT
- Un mécanisme de communication permettant la diffusion des bonnes pratiques de GDT (y compris vers d'autres pays prenant part à l'IGMVSS) et de communication institutionnelle pour fédérer les parties prenantes autour de l'IGMVSS ;
- Le renforcement des compétences techniques et fonctionnelles des cadres et agents du MEEVCC alimenté également par la valorisation des résultats de la recherche et la capitalisation des bonnes pratiques et appuyé par la communication au développement ;

Les capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC seront également renforcées par l'expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA-IGMVSS au niveau de la commune pilote. Cette expérimentation permettra de tirer des leçons pour les interventions futures au niveau local.

Principales Interventions de l'APEFE dans le processus de changement

L'intervention de l'APEFE s'intègre dans la mise en œuvre du SPA/IGMVSS :

Le résultat 1 de l'intervention « Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre » correspond à l'OS4 du SPA IGMVSS. Plus spécifiquement, il vise à

- **assurer la concertation entre des différentes parties prenantes de l'IGMVSS.** L'objectif de cette concertation est d'arriver à développer des synergies et des complémentarités entre les différentes interventions pour augmenter l'impact de celles-ci. Cette concertation se fera aux différents niveaux de mise en œuvre de l'IGMVSS : national, régional et communal. Différents acteurs seront visés par les concertations : les représentants des producteurs les collectivités territoriales, les services techniques du développement rural, les projets et programmes, les ONGs, les associations, le secteur privé, les PTFs,
- **assurer la capitalisation, le suivi évaluation du SPA/IGMVSS.** Ceci va permettre de fournir de l'information pour différentes catégories d'acteurs afin que ceux-ci puissent prendre des décisions en ayant le maximum d'information :

- Les bénéficiaires ;
- Les collectivités territoriales
- L'APGMV et la CUA ;
- Les décideurs politiques nationaux,
- Les projets et programmes, les PTFs, ...

Le système de suivi-évaluation est construit pour s'intégrer dans les autres systèmes de suivi du secteur rural.

- **Mobiliser des ressources financières additionnelles** en faveur de la GDT, des AGR et le traitement des impacts environnementaux dans la zone d'intervention de l'IGMVSS. Cette mobilisation se fera en synergie et en complémentarités avec les organisations internationales (FAO, MM UNCCD, UICN), les ONGs internationales, l'APGMV, la CUA.

Le résultat 2 de l'intervention « Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS » s'intègre lui dans l'OS 3 du SPA/IGMVSS. Il permet de renforcer l'impact de l'OS1 et de l'OS2 par la valorisation des résultats scientifiques et par la capitalisation de bonnes pratiques. Lors de la première phase du programme, une stratégie de communication en faveur de l'IGMVSS a été élaborée, sa mise en œuvre permettra la diffusion des bonnes pratiques par différents canaux et à différents publics cibles. La mise en œuvre de la stratégie de communication permettra également d'accompagner la mobilisation des financements en faveur de l'IGMVSS par la communication institutionnelle à l'endroit des décideurs politiques, des PTFs, des sociétés privées ...

Le résultat 3 « Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre » et

Le résultat 4 « Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention » s'intègrent dans l'OS 1 et 2 du SPA/IGMVSS :

- Le résultat 3 doit permettre d'améliorer l'encadrement des producteurs, des groupements des producteurs et des collectivités territoriales par les agents et cadres du MEEVCC. Le renforcement des compétences des agents et cadres du MEEVCC bénéficiera des inputs du résultat 2 (bonnes pratiques et communication au développement).
- Le résultat 4 doit expérimenter la mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau local (une commune pilote) pour permettre d'améliorer et d'alimenter les autres résultats de l'intervention.

Pour obtenir ces changements, l'APEFE et ses partenaires s'appuient sur les hypothèses suivantes :

- Les acteurs adhèrent au système de suivi évaluation mis en place ;
- La mobilité des cadres et agents du MEEVCC n'est pas trop importante ;
- Les acteurs participent pleinement aux cadres de concertation mis en place ;

III.7.2 Description du programme

III.7.2.1 Objectif général

« Contribuer à une meilleure productivité des terres et à l'amélioration des conditions de vie des populations au moyen de bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, dans l'optique de la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD) et de la lutte contre le changement climatique.»

III.7.2.2 Objectif spécifique

« La mise en œuvre du SPA/IGMVSS au BF est améliorée par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du MEEVCC et par une expérimentation du processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la GDT et en prenant en compte le genre. »

III.7.2.3 Résultats et typologie des activités

Résultat 1.1 : Les organes de coordination et de pilotage de l'IGMVSS sont fonctionnels du niveau local au niveau national et prennent en compte le genre :

A.1.1 : Mettre en place et animer le comité de pilotage de l'IGMVSS au niveau national et des cadres de concertations au niveau régional (4 régions) et au niveau communal (10 communes) en prenant en compte le genre.

A.1.2 : Consolider le statut de la coordination nationale de l'IGMVSS et renforcer ses capacités et celles des Antennes Régionales.

A.1.3 : Renforcer les capacités du MEEVCC pour mobiliser des ressources financières pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS.

A.1.4 : Opérationnaliser le système de Suivi-Evaluation de l'IGMVSS axé sur le genre.

Résultat 1.2 : Un dispositif de capitalisation et de diffusion de bonnes pratiques de GDT est opérationnel pour la mise en œuvre du SPA/IGMVSS

A.2.1 : Créer et opérationnaliser le Comité Scientifique et Technique de l'IGMVSS.

A.2.2 : Valoriser et diffuser les résultats de la recherche scientifique et les bonnes pratiques en matière de GDT.

A.2.3 : Mettre en œuvre, Suivre-Evaluer et adapter le plan de communication de l'IGMVSS.

Résultat 1.3 : Les cadres et agents du MEEVCC impliqués dans la mise en œuvre du SPA-IGMVSS du niveau local au niveau central sont performants pour mettre à l'échelle la Gestion Durable des Terres en prenant en compte le genre

A.3.1 : Consolider et mettre en œuvre le plan de formation de l'IGMVSS en prenant en compte le genre.

A.3.2 : Organiser des échanges d'expériences au profit des cadres et agents du MEEVCC.

Résultat 1.4 : Le processus de mise en œuvre du SPA/IGMVSS au Burkina Faso est expérimenté au niveau d'une commune pilote en prenant en compte le genre pour améliorer la GDT au profit des populations de la zone d'intervention

A.4.1 : Établir une situation de référence et planifier les activités au niveau de la commune pilote de Bourzanga.

A.4.2 : Renforcer les capacités techniques et opérationnelles des acteurs pour la réalisation des actions de GDT suivant une approche décentralisée.

A.4.3 : Mettre en œuvre des actions multiformes de GDT et promouvoir les AGR en synergie avec d'autres intervenants

A.4.4 : Capitaliser l'expérience de la commune pilote de Bourzanga et en diffuser les acquis

III.7.2.4 Ressources humaines, infrastructurelles et matérielles

III.7.2.4.1 Ressources spécifiques du projet sous financement DGD :

Investissements :

- Matériel roulant pour la CN-IGMVSS et les DREEVCC : Pick-up 4X4 et motos
- Matériel pour le service communication de la CN-IGMVSS : appareil photo, caméra, table de montage
- Matériel informatique et bureautique pour la CN-IGMVSS et les DREEVCC ;
- Petits matériels pour la réalisation des actions de GDT dans la commune de Bourzanga : Pioches pelles, barres à mine ...
- Mobilier pour les CN-IGMVSS et les DREEVCC.

Fonctionnement:

- Entretien, assurances pour les véhicules ;
- Frais de communication et internet ;
- Consommables de bureau et informatiques ;
- Frais de mission, pour l'organisation d'atelier et l'organisation de formations

Ressources humaines :

Profils	National ou International	Durée totale ou partielle et calendrier	Justifications, Résultat(s) concerné(s) et fonctions
Assistant technique	International	01.01.2017-31.12.2021	Assistance technique affectée aux 4 résultats de l'OS1 et administrateur des programmes de l'APEFE au Burkina Faso
Assistant Technique	National	01.06.2017-30.06.2019	Assistance technique affectée au résultat 1 / mise en œuvre de la stratégie nationale de mobilisation des ressources financières en faveur de l'IGMVSS
Assistant Technique	National	01.03.2017-31.12.2021	Assistance technique affectée au résultat 2 / mise en œuvre de la stratégie nationale de communication de l'IGMVSS.
Gestionnaire administrative et financière	National	01.01.2017-31.12.2021	Gestion administrative, financière et comptable affectée aux 4 résultats de l'OS1 et du Bureau APEFE/WBI
Chauffeur	National	01.03.2017-31.12.2021	Affecté à la CN-IGMVSS aux 4 résultats du programme.

III.7.2.4.2 Ressources mises à disposition par le MEEVCC :

- Des ressources humaines composant l'Unité de Gestion du Programme (UGP) composée d'un coordonnateur de programme, d'un responsable en Suivi-Evaluation, d'un responsable Administratif et Financier, d'une secrétaire, d'un responsable SIG et d'une responsable "genre" depuis 2020. Ces cadres et personnels de soutien sont choisis parmi le personnel du MEEVCC et assurent leurs tâches cumulativement à leur fonction habituelle. Les 4 DREEVCC mettent également du personnel à disposition du projet
- 3 bureaux au niveau de la Coordination Nationale de l'IGMVSS pour les 3 assistants techniques mis à disposition par l'APEFE ;

- 1 salle de réunion au niveau de la Coordination Nationale de l'IGMVSS pour l'organisation des rencontres tenues dans le cadre du programme ;
- Une contrepartie nationale d'un montant de 181.550.000 FCFA (276.771 euros) permettant de couvrir les indemnités du personnel impliqué dans la mise en œuvre du programme conformément à l'article 8 du décret N°2007-776/PRES/PM/MEF/ portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie A, la tenue des Comité Technique de Suivi (CTS) et Comité de Pilotage (CP) ainsi que la fourniture de matériel de bureau et d'une dotation de carburant

III.7.2.4.3 Ressources mises à disposition par Wallonie-Bruxelles International (WBI) :

Lors de la septième Commission mixte permanente entre d'une part le gouvernement du Burkina Faso et d'autre part le gouvernement de la Communauté Française de Belgique et le gouvernement de la Wallonie tenue les 13 et 14 novembre 2017, des ressources financières ont également été octroyées au programme pour la mise en œuvre des résultats 2 (capitalisation et communication) et 3 (renforcement des compétences) du programme. Ces financements sont octroyés annuellement.

Synthèse des financements du programme (euros) :

Financement	2017	2018	2019	2020	2021	Total
DGD	456 619	549 356	581 669	412 659	387 509	2 396 815
WBI		68 050	75 000	84 300		276 771
Burkina Faso	60 233	52 610	60 233	52 610	51 086	227 350
TOTAL	516 852	670 016	716 902	549 569	438 595	2 900 936

III.8 Instances et modalités de pilotage, de suivi de gestion des deux programmes

Les instances de pilotage et de suivi du programme sont les suivantes :

- **Comité de pilotage / revue (1x/an)** : Dans la convention signée avec le Ministère de l'Économie et des Finances, il était prévu la mise en place d'un comité de pilotage spécifique qui selon la réglementation des projets et programmes devait se réunir deux fois par an. Ce comité de pilotage a été mis en place. En 2018 la réglementation des projets et programmes a été modifiée. Les comités de pilotage ont été supprimés et remplacés par des comités de revue des programmes budgétaires. Les comités de revue se réunissent également deux fois par an.
- **Comité Technique de suivi (3 x/an)** : Comprend l'UGP du programme et les 4 Directeurs Régionaux et les Responsables Suivi-Évaluation au niveau des DREEVCC
- **Unité de gestion du programme (hebdomadaire)** : Les réunions de l'UGP sont hebdomadaires

III.9 Évaluations et suivi antérieurs

III.9.1 Évaluation à mi-parcours

Une évaluation à mi-parcours a eu lieu en octobre 2019. Les principales conclusions et recommandations ainsi que la réponse managériale apportée à celles-ci sont présentées ci-dessous et pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés.

III.9.1.1 Principales conclusions de l'évaluation à mi-parcours

Mise en œuvre du résultat 1 : coordination

Le PRC2-IGMVSS a appuyé :

1. **La coordination des acteurs impliqués dans l'IGMVSS** au Burkina Faso à différents niveaux : national, régional et communal. Les difficultés rencontrées à ce niveau sont :
 - la création de l'Agence Nationale de la Grande Muraille Verte en raison du statut, non adapté, des Établissements Public de l'Etat au Burkina Faso ;
 - la tenue des Cadres de Concertation au niveau communal et régional en raison du nombre important de participants à mobiliser et des problèmes sécuritaires ;
2. **La mobilisation des financements** pour la mise en œuvre de l'IGMVSS qui a permis la création ou la formulation de différents projets et la signature de protocole d'accord pour le partage d'informations ;
3. **Le Suivi-Evaluation** qui se fait à deux niveaux :
 - Au niveau du projet (Suivi-Evaluation interne) ;
 - Au niveau de l'IGMVSS : élaboration d'un manuel de suivi évaluation (en cours de révision) et mise en place d'une base de données géoréférencées. Lorsque ces outils seront pleinement opérationnels, ils constitueront une avancée majeure. L'évaluation a cependant mis en évidence la nécessité de clarifier les relations de ces outils avec d'autres outils du Ministère en charge de l'Environnement (SN-SIF et ONEDD).

Mise en œuvre du résultat 2 : capitalisation/diffusion

Le PR2-IGMVSS a appuyé :

- La mise en place d'un Conseil Scientifique et Technique- L'arrêté de création a été élaboré. Il faut cependant être attentif au fait d'être certain de pouvoir lui apporter un accompagnement minimal au démarrage, afin de garantir sa pérennité, car le temps de la recherche n'est pas celui du développement ;
- La capitalisation en matière de GDT -Un guide d'utilisation sur l'utilisation de la charrue Delphino a été élaboré. La mission a identifié la nécessité d'avoir une réflexion sur la valeur ajoutée des prochaines capitalisations et de les mettre en relation avec la stratégie de digitalisation en cours d'élaboration et la mise en place du CST.
- La communication institutionnelle et au développement - Une stratégie de communication a été élaborée. Différentes actions de communications, ainsi qu'un renforcement des capacités des journalistes ont été mis en œuvre depuis l'arrivée de l'assistant technique en communication. Malheureusement, les problèmes sécuritaires ont entravé certaines actions de communication.

Mise en œuvre du résultat 3 : formation

L'évaluation a mis en évidence un important travail du PRC2 en matière de formation, 660 agents aux différents niveaux (national, régional, communal) formés sur base du plan de formation général élaboré en 2016. Toutefois, il a été relevé l'importance de (1) rattacher de telles formations avec des mises en application sur des cas réels et (2) d'évaluer systématiquement les acquis des participants avant et après les formations, pour estimer leurs impacts. Une évaluation du plan de formation doit être réalisée, elle permettra d'évaluer l'impact réel des formations et d'orienter le futur plan de formation.

Mise en œuvre du Résultat 4 : Expérimentation au niveau de la commune pilote de Bourzanga

Le contexte actuel d'insécurité a freiné considérablement la mise en œuvre de ce résultat. À la conception du PRC2, fin 2016, l'insécurité sur Bourzanga, Commune pilote identifiée, n'était pas perceptible. Depuis son démarrage, la situation sécuritaire ne fait que se dégrader, dans le pays en général et dans cette zone en particulier.

Cependant différentes activités ont pu être mises en œuvre :

- L'élaboration d'un plan d'action GDT pour la commune venant en complément du PCD ;
- En 2018 et 2019, 375 femmes de 25 villages ont pu être appuyés pour la réalisation de 187,5 ha de cordons pierreux et de zaï, chaque femme a pu bénéficier d'une fosse fumière soit au total 375 fosses fumières réalisées. 375 femmes et 10 animateurs d'ADIF ont pu être formés sur les techniques d'agroécologie ainsi que 355 bénéficiaires sur les techniques des cordons pierreux, du zaï et de la production de fumure organique ;
- D'autre part, dans le cadre de la synergie entre OXFAM, Broederlijk Delen, TRIAS et l'APEFE, des formations sur la loi foncière (Loi 034) et le genre ont pu être dispensées en 2018 à 73 membres du Conseil municipal, 274 membres des Comités villageois de développement (CVD) et Commission foncière villageoise (CFV), 76 chefs coutumiers et 298 producteurs et membres d'organisations paysannes. Une formation a également été dispensée sur le plaidoyer et la négociation pour l'accès au foncier au profit de 120 femmes.

L'évaluation a également mis en évidence que pour la poursuite des activités à Bourzanga, il est important qu'il y ait un dialogue entre l'équipe PRC2-IGMVSS et les acteurs locaux (élus communaux, l'association ADIF, les Services Techniques Déconcentrées, les bénéficiaires) pour identifier la meilleure méthode d'intervention : mobiliser des animateurs endogènes pour profiter des périodes d'accalmie, cibler certains villages ...

Durabilité :

Le financement de l'IGMVSS au BF semble en passe d'être pérennisé, car il existe d'une part une volonté politique et, d'autre part, une stratégie effective de mobilisation des ressources (projets créés ou en cours d'instruction, nombreux partenariats développés). Les outils de suivi de l'IGMVSS sont encore en phase de déploiement, mais le fait qu'ils répondent aux besoins exprimés des nombreux partenaires permet de penser qu'ils seront appropriés et donc durables. Enfin, concernant les organes et cadres de concertation de l'IGMVSS au BF, il est trop tôt pour se prononcer sur une agence nationale, un comité stratégique et un conseil scientifique et technique. Au niveau décentralisé, les Cadres de concertation et les groupes de travail « Gestion Durable des Terres » paraissent pertinents, dans le cadre de la décentralisation. Cela étant, leur pérennité suppose d'identifier des cofinancements aux ressources limitées des collectivités, ce qui pourrait s'envisager via des projets d'appui à l'IGMVSS au Burkina Faso précités.

Prise en compte du genre :

L'évaluation a mis en évidence que le PRC2-IGMVSS a mis beaucoup d'efforts dans cette intégration, en veillant à s'aligner sur les politiques nationales en la matière, sur les documents stratégiques de la

coopération belge, en introduisant ces enjeux dans les formations et documents d'orientation, mais également par des actions spécifiques. Le PRC2 a, pour ce faire, mobilisé des ressources en interne, mais aussi en externe (cellule genre du MEEVCC ; association bureau d'études). Il a toutefois été noté que beaucoup restait à faire en termes de représentation des femmes dans les effectifs du MEEVCC.

Réflexion sur l'après 2021 :

L'évaluation à mi-parcours a mis en évidence que l'intervention avait pris du retard et qu'il était dès lors peu évident de se projeter au-delà de la période 2017-2021. Il a toutefois été conseillé, dans la perspective d'une troisième phase :

- de repenser la structuration de la Théorie du Changement pour une meilleure harmonisation de celle-ci avec la SPA-IGMVS ;
- de poursuivre un appui au renforcement des capacités (Soft) et de tirer avantage de la mobilisation de ressources extérieures pour augmenter les appuis opérationnels de terrain (Hard), dans la logique du Plan d'Actions 2018-2022 de l'IGMVSS au Burkina Faso et en alignement avec la réglementation des projets de type A au Burkina Faso qui veut que la grande majorité des fonds soit consacrée aux investissements.

III.9.1.2 Recommandations de l'évaluation, réponses managériales et état de mise en œuvre des recommandations

Ci-dessous sont reprises de façon synthétique les recommandations de l'évaluation à mi-parcours et la réponse managériale apportée à celles-ci. Les différents documents pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés.

Recommandation 1 : Engager un dialogue stratégique entre CN-IGMVSS, Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF) du MEEVCC et le Secrétariat Général du MEEVCC pour faciliter l'épanouissement de l'IGMVSS au Burkina Faso

Au niveau de cette recommandation figurait trois sous points : (1) favoriser le dialogue entre la CN-IGMVSS et la DGEF, (2) poursuivre les démarches pour la mise en place de l'Agence Nationale et la tenue du comité stratégie de l'IGMVSS et (3) statuer sur la nécessité de la mise en place du Conseil Scientifique et Technique.

Afin de favoriser le dialogue entre la CN-IGMVSS et la DGEF, des rencontres périodiques ont été organisées en 2020 dans le cadre du PRC2-IGMVSS impliquant les acteurs du programme budgétaire 29-086. Une rencontre a notamment porté sur la base de données géoréférencées de l'IGMVSS dans le but de développer des synergies avec le Service National du Système d'Information Forestier (SN-SIF).

En ce qui concerne la mise en place de l'Agence Nationale et la tenue du comité stratégie que de l'IGMVSS. Le document de l'Agence Nationale a été relu en 2020. Une stratégie de plaidoyer pour l'adoption des textes a été élaborée et est en cours de mise en œuvre. Un programme de travail de l'IGMVSS 2020 a été élaboré. La rencontre du comité stratégique n'a pas pu se tenir suite à l'épidémie de COVID-19 et à la tenue des élections présidentielles et législatives en fin d'année.

Les démarches pour la mise en place du Comité Scientifique et Technique ont été poursuivies, car il constitue un enjeu majeur pour l'IGMVSS et l'ensemble du ministère en charge de l'Environnement. L'arrêté a été signé et la première session doit se tenir au premier trimestre 2021.

Recommandation 2 : Adapter la stratégie de mobilisation des financements en conséquence

L'évaluation recommandait une clarification des missions de l'Agence Nationale : coordination des actions de GDT et/ou mise en œuvre d'actions de GDT. Le document de création de l'Agence Nationale a été relu et ses missions.

Recommandation 3 : Analyser les premiers retours des sessions de Cadres de concertations au niveau communal et régional et des groupes de travail GDT afin d'identifier là où des appuis du PRC2-IGMVSS aux concertations sont les plus utiles

Une analyse de la tenue des Cadres de Concertation et des Groupes de Travail a été réalisée et leurs activités ont été réorientées pour l'année 2021. Les groupes de travail (plus opérationnels) seront privilégiés au profit des cadres de concertation qui serviront uniquement de cadre d'échange d'information.

Recommandation 4 : Opérationnaliser rapidement les systèmes de SE, « interne » (CN-IGMVSS et PRC2-IGMVSS) et « élargi » (Base de données géoréférencées pour tous les partenaires de l'IGMVSS au Burkina Faso)

L'évaluation recommandait :

- La mise en place d'organes spécifiques de pilotage et de suivi pour le PRC2-IGMVSS étant donné les difficultés liées à la mise en place des Comités de Revue exigée par la nouvelle législation des projets au programme au Burkina Faso ;
- L'opérationnalisation rapide de la base de données par géoréférencement des réalisations de l'IGMVSS ;
- l'adaptation du manuel de suivi-évaluation à la nouvelle stratégie de l'IGMVSS

En plus du Comité de Revue qui s'est tenu en janvier 2020, trois réunions de Comité Technique de Suivi ont été tenues en 2020. Les rencontres hebdomadaires se poursuivent également au sein de la Coordination Nationale.

Des campagnes de géoréférencement des réalisations de l'IGMVSS ont été réalisées dans trois régions sur 4. La région du Sahel n'a pas fait l'objet de campagne suite à l'insécurité. Une nouvelle campagne sera réalisée en 2021. La base de données est en cours de maintenance pour permettre un encodage direct à l'aide de données géoréférencées à partir d'ordiphone. Des informations complémentaires ont été introduites dans la base de données.

Le manuel de Suivi-évaluation a été adapté en 2020 et sera opérationnalisé en 2021.

Recommandation 5 : Progresser rapidement sur le résultat 2 – Capitalisation/diffusion en travaillant sur la contextualisation / opérationnalisation des matériaux existants

L'évaluation recommandait de rapidement définir les thèmes de capitalisation et d'avancer sur leur rédaction. Une formation sur la capitalisation des expériences a été réalisée. 11 thématiques de capitalisation ont été identifiées et sont en cours de rédaction.

Recommandation 6 : Veiller à associer plus étroitement actions et formations et évaluer ces dernières

Le plan de formation 2016-2019 a été évalué début 2020. L'évaluation a mis en évidence une bonne mise en application des formations. Un nouveau plan de formation a été élaboré pour la période 2020-2022. Un suivi des formations est systématiquement mis en place depuis 2020 |

Recommandation 7 : Poursuivre les efforts en matière d'intégration des enjeux de genre et mettre en place des « actions spécifiques »

Les actions prévues dans la réponse managériale concernant le genre ont été mises en œuvre : formation des membres du groupe de travail sur le genre et le suivi des formations genre réalisées au profit des membres des collectivités territoriales. De nouvelles activités concernant le genre sont prévues dans le programme de travail 2021. Un cadre a été affecté à la Coordination Nationale de l'IGMVSS spécifiquement pour les questions de genre et d'éducation environnementale.

Recommandation 8 : Dans la perspective d'un PRC3, revoir la théorie du changement et rééquilibrer les appuis « soft » vs « hard »

Le futur programme 2022-2026 en cours d'élaboration, à soumettre à la DGD en juillet 2021, présente plus d'interventions « hard ». Un volet gouvernance de l'IGMVSS sera conservé, mais l'APEFE et la CN-IGMV se focaliseront ensemble davantage sur les actions de terrain (diffusion de bonnes pratiques de Gestion Durable des Terres, renforcement et mise en place d'entreprises basées sur les Produits Forestiers Non Ligneux). Une réflexion sur la théorie du changement est en cours.

III.9.2 Rapports de suivi-évaluation 2019 et 2020

Deux rapports d'auto-évaluations ont été élaborés à l'intention de la DGD pour les années 2019 et 2020. Dans ce contexte particulièrement difficile, une attention particulière est donnée au suivi de l'efficacité de l'intervention. Ces rapports annuels pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés.

III.10 Récolte et analyse des données

Les évaluateurs veilleront à varier et trianguler leurs sources d'information.

Les évaluateurs s'appuieront sur la théorie du changement sectorielle et/ou du programme qu'ils apprécieront.

L'analyse documentaire de la littérature grise sera articulée avec des récoltes de données individuelles (entretiens semi-dirigés, Delphi, Mesydel...) et collectives (focus groups, MAG...) sur le terrain.

Les données récoltées seront tant quantitatives que qualitatives.

Les sources d'informations seront répertoriées et reprises dans les annexes du rapport d'évaluation.

Le programme introduit auprès de la DGD, incluant les Théories du changement BF OS1 est joint en annexe du présent appel d'offres.

D'autres documents pourront être fournis aux évaluateurs sélectionnés. Il s'agira notamment de :

- Analyse contextuelle commune et Cadre Stratégique Commun du Burkina Faso
- Documents politiques et stratégiques officiels locaux au Burkina Faso
- Autres projets / programmes convergents au Burkina Faso
- Dossier Technique et Financier 2017-2021 des programmes BF OS1
- Convention de partenariat entre le Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID) et l'APEFE pour la mise en œuvre du PRC2-IGMVSS. L'arrêté de création du PRC2-IGMVSS et l'arrêté de création du Comité de pilotage.
- Lettres d'ententes, Convention de collaborations pour synergies et complémentarités
 - Convention de partenariat tripartite entre l'ULB-Coopération, la CN-IGMVSS et l'APEFE.

- Les conventions de partenariat entre la CN-IGMVSS et différents partenaires signés dans le cadre du Projet : Les ONG tiipaalga, APIL, SOS Sahel, Tree Aid, Les projets Neertamba et PIF
- Les conventions signées avec 4 radios rurales.
- Rapport Annuel de Suivi et d'évaluation des 4 années antérieures BF OS1, incluant les scores de performance et leçons apprises DGD
- Rapports des réunions du Comité de Pilotage et du Comité Technique de Suivi du Programme BF OS1
- Rapports des Réunions Internes de Coordination BF OS1
- Rapport d'évaluation mi-parcours BF OS1
- Rapports de mission de suivi du siège
- Bilans financiers BF OS1

Les méthodes d'analyse seront justifiées, adaptées aux réalités et au contexte ciblés. Une attention particulière sera accordée au caractère original et innovant de la méthodologie proposée.

Les évaluateurs décriront leurs constats en les justifiant formellement. Sur base de ces constats, ils établiront une liste de recommandations en précisant leurs destinataires dont les partenaires locaux, l'APEFE, la DGD, les partenaires de collaboration, les groupes cibles, les bénéficiaires...

Les évaluateurs sont tenus de répondre de manière systématique et exhaustive aux questions évaluatives et de formuler une appréciation argumentée des critères proposés.

Pour ce faire, le canevas suivant sera respecté :

CRITÈRES D'ÉVALUATION :
Questions:
Constats :
Recommandations pour les partenaires locaux :
Recommandations pour l'APEFE :
Recommandations pour la DGD :
Recommandations pour les partenaires de collaboration :
Recommandations pour les groupes cibles :
Recommandations pour les bénéficiaires :
etc.

III.11 Publics ciblés par l'évaluation

Afin de rendre le processus d'évaluation le plus participatif et démocratique possible, un échantillon le plus diversifié et représentatif des partenaires, groupes cibles et bénéficiaires seront impliqués.

Le personnel local et international ainsi que les partenaires de collaboration et notamment les autres ACNG belges et les autres partenariats de la CN-IGMVSS élaborés dans le cadre du PRC2-IGMVSS seront également sollicités.

Une liste indicative de personnes-ressources est jointe en annexe, elle pourra être complétée de leur contact au moment ad hoc. Le choix final des personnes à rencontrer tombe sous l'entière responsabilité des évaluateurs en fonction des besoins de l'évaluation.

III.12 Planning et durée

La prestation (préparation – étude de terrain – rapport provisoire – rapport final) devra se dérouler entre le 1er septembre et le 15 novembre 2021.

Le rapport final de l'évaluation devra être introduit auprès de l'APEFE au plus tard le 31 octobre et validé par l'APEFE au plus tard le **15 novembre 2021**.

La durée totale de la prestation facturée, toutes activités confondues, ne devra pas excéder 25 jours/homme ouvrables.

Les missions de terrain devront se dérouler entre le 5 septembre et le 20 octobre 2021.

Les activités suivantes doivent être clairement planifiées dans l'offre (une variante sans mission internationale est à proposer dans le cas où les déplacements internationaux sont compromis par la crise sanitaire ou sécuritaire) :

- Déplacements internationaux
- Déplacements locaux
- Briefing avec le siège de l'APEFE avant le démarrage
- Briefings avec le comité de pilotage et/ou le comité d'accompagnement de l'évaluation
- Production, 5 jours ouvrables avant l'étude de terrain, d'un rapport de cadrage ou de démarrage et d'une matrice d'évaluation reprenant les questions et critères d'évaluation, les sources d'informations et les parties prenantes à l'évaluation et leur justification, les méthodes de récolte et d'analyse des données contextualisées, adaptées et justifiées)
- Préparation des volets logistiques de l'étude de terrain (voyages, visa, vaccins, rendez-vous, réservations, visioconférences...)
- Collecte et analyse des données sur le terrain et/ou à distance (documentaires, individuelles et collectives)
- Restitution orale des résultats de l'étude en fin de mission au terrain en présentiel et/ou à distance (Atelier, production d'un diaporama)
- Débriefing au siège en présentiel et/ou à distance
- Rédaction et remise du rapport provisoire à l'APEFE maximum 10 jours ouvrables après la mission de terrain
- Relecture participative du rapport provisoire
- Débriefing sur le rapport provisoire
- Rédaction et remise du rapport définitif prenant en compte les remarques et recommandations du comité de relecture (maximum 10 jours ouvrables après la fourniture des observations du comité de relecture)

Un projet de calendrier sera fourni par les évaluateurs dans leur offre en précisant clairement les rôles et tâches de chacun des évaluateurs.

III.13 Champs géographiques de l'étude

La récolte des données de terrain se fera dans le pays partenaire. Toutefois, en raison de la crise sanitaire et sécuritaire, des aménagements particuliers peuvent s'avérer nécessaires et seront détaillés dans l'offre.

Le Programme de Renforcement des Capacités pour l'initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) s'étend sur 4 des 5 régions de l'IGMVSS au Burkina Faso : Centre Nord,

Est, Plateau Central et Sahel). Le résultat 4 du Programme concerne spécifiquement la commune de Bourzanga dans la province du Bam, région du Centre Nord.

En principe, l'ensemble de l'intervention est évalué, mais comme l'examen est limité dans le temps, l'évaluation pourrait se focaliser sur :

- Ouagadougou : Coordination Nationale de l'IGMVSS, MEEVCC et autres structures du MEEVCC, ACNGs belges, autres partenaires du projet et de l'IGMVSS basés à Ouagadougou, journalistes, ;
- Les quatre DREEVCC : Centre Nord, Sahel, Plateau Central et Est. Un échantillonnage pourra être fait par exemple visite de deux DREEVCC sur 4. Les DREEVCC incluent également la rencontre avec les Directions Provinciales de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (DPEEVCC) et des Services Départementaux de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (niveau communal).
- Commune de Bourzanga (Région du Centre Nord / province du Bam) : Mairie, partenaires de mises en œuvre et structures déconcentrées de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage.

Notons également que la situation sécuritaire dans le pays se dégrade fortement et que la pandémie Covid-19 sévit également au Burkina Faso. La méthodologie et les profils des experts seront proposés en conséquence, des aménagements sont à prévoir selon l'évolution. L'APEFE attire donc la particulière attention des experts sur l'importance de se tenir informés de l'évolution de la situation sécuritaire et sanitaire dans les pays concernés par l'évaluation et les invite à se rapporter au site du Service Public Fédéral Affaires Etrangères Belge

https://diplomatie.belgium.be/fr/Services/voyager_a_letranger/conseils_par_destination

III.14 Approche et méthodologies d'évaluation

L'APEFE souhaite mettre en œuvre une évaluation **participative et formative**.

Cette évaluation devra impliquer toutes les parties prenantes des deux programmes. Ces dernières seront engagées dans la préparation de l'évaluation (élaboration des TDR), pendant la mise en œuvre de l'évaluation (rencontres individuelles et collectives), la communication et la diffusion orales et écrites des résultats, la relecture du rapport provisoire, la validation du rapport définitif et l'élaboration de la réponse managériale.

Les méthodologies d'évaluation proposées tiendront compte de la situation sanitaire et sécuritaire et des possibilités de déplacements internationaux et locaux. Elles incluront d'emblée la possibilité de s'appuyer sur de l'expertise locale et des activités de récoltes et de concertation à distance.

Les évaluateurs sont ainsi invités à proposer **deux versions** de leur offre :

- Une évaluation classique **incluant une mission de terrain conjointe** des deux évaluateurs ou de l'évaluateur national uniquement pour certaines régions, de minimum une semaine dans chacun des pays concernés (option privilégiée par l'APEFE et ses partenaires)
- Une évaluation **sans mission internationale** dans le cas où la première option ne serait pas réalisable.

Les évaluateurs détailleront la manière dont l'évaluation sera conduite en s'appuyant sur l'objet, les objectifs, les questions évaluatives et les critères.

Les évaluateurs préciseront dans leur offre :

- Leur compréhension des termes de référence

- L'analyse (réappropriée et synthétique) du contexte général et spécifique des programmes et de l'évaluation
- Les acteurs ciblés par l'évaluation
- Les outils de collecte et d'analyse des données qualitatives et quantitatives
- Les méthodes de collecte et d'analyse des données (revue documentaire, entretiens individuels, visites de terrain, consultations, questionnaires, ateliers participatifs, focus groups, Mesydel, Delphi, enquête, sondage, SEPO, changement le plus significatif, MARP, TOC,)
- La manière dont la théorie du changement sera exploitée et analysée
- Le processus garantissant les dimensions participatives, démocratiques et formatives
- La manière dont ils établiront des liens entre les rapports annuels de suivi, les scores de performances, les leçons apprises, l'évaluation mi-parcours et l'évaluation finale et toutes autres informations issues du système de suivi des programmes.

Les évaluateurs fourniront au plus tard deux jours avant le briefing de démarrage de la mission, **une matrice d'évaluation** reprenant pour les questions d'évaluation, les sources de données, la méthode de collecte des données, les outils d'analyse ou les méthodes appropriés pour chaque source de données, les publics ciblés.

Le briefing de démarrage sera l'occasion de discuter de la matrice d'évaluation, de l'adapter, et de fournir des informations supplémentaires sur les données à collecter. Il donnera lieu à la rédaction d'un rapport de démarrage qui précisera :

- La compréhension partagée et l'adaptation éventuelle des termes de référence et notamment des questions évaluatives
- Les enjeux significatifs de l'évaluation
- Les modalités pratiques d'intervention de terrain
- Le programme précis des rencontres planifiées
- Les personnes ciblées

III.15 Critères, définitions et questions évaluatives

L'évaluation finale devra **se prononcer sur** :

- **les critères CAD : pertinence, cohérence, efficacité, durabilité et impact.**
- **la qualité de la prise en compte du « genre ».**

Les évaluateurs feront le lien avec les évaluations internes réalisées en 2019 et 2020 par l'APEFE et ses partenaires (cf rapport annuel - scores de performances 2019 et 2020), avec les constats et recommandations de l'évaluation à mi-parcours et en confrontant ces données avec leur propre analyse, les évaluateurs répondront aux questions suivantes :

Pertinence :

- L'IGMVSS vise la restauration et la Gestion Durable des Terres dans la région sahélo-saharienne afin d'améliorer la résilience des écosystèmes, mais également des populations. Cette initiative panafricaine répond aux défis auxquels sont confrontées les populations du Sahel (pauvreté, insécurité alimentaire et nutritionnelle, inégalité des genres, changement climatique, insécurité ...). De cette initiative découle le plan d'action et de ce plan le PRC2-IGMVSS. Toutefois, depuis le démarrage de l'intervention, le contexte sécuritaire s'est fortement dégradé au BF, la zone d'intervention de l'IGMVSS est très touchée par cette crise. D'autre part, certaines politiques de l'IGMVSS ont évolué au niveau national et régional au cours de la période (nouveau Plan d'Investissements Prioritaires Décennal (PIPD) de l'APGMV, cible de Neutralité en termes de Dégradation des Terres (NDT), Contribution Nationale

Déterminée (CDN)). Dans quelle mesure la stratégie mise en œuvre entre 2017-2021 et ses adaptations a-t-elle été pertinente pour réaliser les phases de changements souhaitées au cours de cette période ? Quelles recommandations peuvent être faites pour améliorer la pertinence de l'intervention au travers d'une potentielle troisième phase ?

Cohérence :

- Dans quelle mesure les **synergies** développées dans le cadre de l'intervention 2017-2021, ayant fait l'objet d'une lettre d'entente, ont contribué à l'atteinte des objectifs ?
- L'IGMVSS est au cœur des préoccupations tant européennes qu'africaines. Elle est de plus en plus appuyée (FAO, SOS Sahel, UE, OXFAM, ASDI) Dans quelle mesure l'intervention 2017-2021 a-t-elle été **complémentaire**, harmonisée et coordonnée aux activités des autres acteurs locaux et internationaux contribuant à l'IGMVSS ?
- Enfin, lors du sommet One Planet du 11 janvier 21, des annonces de financement ont été faites pour un montant de 14.2 Milliards de \$ pour la période 2021-2025 (BAD, Banque Européenne d'Investissement, AFD) Au niveau des Nations Unies, un mini secrétariat devrait être mis en place pour assurer le suivi de ces financements. Pour rappel, dans le rapport de l'UNCCD de septembre 2020, les montants des financements extérieurs s'élevaient à 870 millions \$ pour la période 2011-2019. Dans ce contexte, multiacteurs, les orientations stratégiques prises par l'APEFE pour la **phase 2022-2027** semblent-elles cohérentes au regard des autres interventions ?

Efficacité :

- Des écarts ont été constatés lors de l'évaluation intermédiaire de 2019 et des auto-évaluations de 2019 et 2020 (cf rapport annuel - scores de performances 2019 et 2020), ils ont pu en partie être rattrapés. L'APEFE et ses partenaires ont-ils mis tout ce qu'ils pouvaient en œuvre pour maximiser l'efficacité de l'intervention dans ce contexte difficile? Quelles sont les pistes d'amélioration préconisées ? In fine, dans quelle mesure l'objectif spécifique et les 4 résultats ont été atteints et produisent les changements souhaités chez les partenaires, les groupes cibles et les bénéficiaires ?

Efficience :

- Dans quelle mesure l'intervention transforme rationnellement et économiquement les ressources planifiées en résultats attendus grâce aux activités mises en œuvre, selon le calendrier proposé ?

Durabilité :

- Comme indiqué plus haut, l'IGMVSS attire de plus en plus de Partenaires Techniques et Financiers. On peut citer les PTF ayant fait des annonces lors du sommet One Planet Summit, mais également le programme SURAGGWA (Scaling Up Resilience in Africa's Great Green Wall - Renforcer la Résilience dans la Grande Muraille Verte d'Afrique) en cours d'élaboration par la FAO et qui sera soumis au Fonds Vert pour le Climat. Dans quelle mesure ces nouveaux programmes (y compris la nouvelle programmation 22-26 de l'APEFE) permettent d'assurer la durabilité des développements opérés dans les deux premières phases du PRC IGMVSS ? Quelles recommandations peuvent être faites à l'endroit des autorités burkinabè et des autres PTF pour éventuellement améliorer la durabilité de ceux-ci?

Impact potentiel :

- D'après les résultats obtenus au cours de la seconde phase (2017-2021) du Programme de Renforcement des Capacités pour l'IGMVSS (PRC-IGMVSS) dans quelle mesure l'intervention commence-t-elle à contribuer de manière durable à une meilleure productivité des terres et à

l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune rurale de Bourzanga (province du Bam – Région du Centre Nord) ? Quelles recommandations peuvent être faites pour améliorer l'impact de l'intervention au travers d'une potentielle troisième phase ?

Genre :

- Comme indiqué dans l'évaluation à mi-parcours, le PRC2 a mis beaucoup d'efforts dans l'intégration du genre, d'abord en veillant à s'aligner aux politiques nationales en la matière, au Plan d'action genre 2016-2018 du MEEVCC ainsi qu'aux documents stratégiques de la coopération belge et ensuite en introduisant ces enjeux dans nombre de formations et de documents d'orientation de l'IGMVSS, y compris exclusivement orientés sur ces enjeux. D'autre part, les interventions dans la commune pilote de Bourzanga visaient pour une part importante à améliorer les revenus des femmes. Quel changement en termes de relation de genre peut-on déjà observer (statut économique, social, politique) et à quel niveau d'action (Organes de décision, organes de concertation, au sein des ménages bénéficiaires) ? Quelles recommandations peuvent être faites pour améliorer la prise en compte du genre dans une potentielle troisième phase ?

NB. Les évaluateurs peuvent, sous réserve de l'accord de l'APEFE et ses partenaires, proposer des questions voire des critères additionnels à ceux déjà retenus par l'APEFE et ses partenaires. Le cas échéant, cela devra être formalisé dans le PV de la réunion de cadrage.

III.16 Composition de l'équipe d'évaluation

L'APEFE privilégie les évaluations recourant à un binôme d'experts national et international combinant respectivement leurs expertises et leur sensibilité de manière complémentaire et explicite.

Leurs rôles et tâches respectifs devront être clairement définis et répartis.

Si en raison de la crise sanitaire ou sécuritaire, l'expert international ne peut se rendre sur le terrain, les tâches et la plus-value d'une intervention à distance seront dûment argumentées.

III.17 Profil et statut du binôme d'évaluateurs recherchés

Les évaluateurs devront démontrer et/ou certifier leur indépendance, sans aucun lien professionnel et/ou intéressement avec les partenaires des deux programmes.

III.17.1 Évaluateur international (évaluateur principal)

Critères d'éligibilité :

Statut : Indépendant ou société

Formation minimale :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 (Master) dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et/ou le renforcement des capacités.

Langue maîtrisée oralement et à l'écrit : Français

Expériences :

- Expérience technique de minimum 10 ans dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et/ou de l'environnement et/ou le renforcement des capacités ;
- Expérience de minimum 10 ans en gestion de projet ;

- Expérience en matière d'évaluation de projets de coopération en Afrique. Au moins 3 évaluations similaires, en Afrique, au cours des 10 dernières années. Les références des évaluations menées seront mentionnées dans le dossier administratif ;
- Expérience de travail en binôme avec une expertise locale. Au moins 3 expertises effectuées en binôme avec une expertise locale au cours des 5 dernières années.

Périodes de disponibilité : L'évaluation externe finale se déroulera sur une période totale de maximum 28 jours ouvrables et sécables répartis entre le 1er septembre 2021 et le 15 novembre 2021.

III.17.2 Évaluateur national

Critères d'éligibilité :

Statut : Indépendant ou société

Formation minimale :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Bac+4/5 (Master) dans le secteur de la gestion des ressources naturelles et/ou de l'environnement

Langue maîtrisée oralement et à l'écrit : Français

Expériences :

- Expérience technique de minimum 5 ans dans le secteur de la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et/ou un autre domaine du secteur rural (agriculture, élevage eau)
- Expérience de minimum 5 ans en gestion de projet ;
- Expérience en matière d'évaluation de projets de coopération. Au moins 3 évaluations similaires, au cours des 10 dernières années. Les références des évaluations menées seront mentionnées dans le dossier administratif ;

Périodes de disponibilité : L'évaluation externe finale se déroulera sur une période totale de maximum 28 jours ouvrables et sécables répartis entre le 1er septembre 2021 et le 15 novembre 2021.

III.18 Contenu de l'offre technique

L'offre sera composée des documents suivants :

- Les CV des évaluateurs
- Une description détaillée de la méthodologie
- Le projet de planning des activités
- La répartition des rôles et des tâches entre les évaluateurs
- Le projet de liste de personnes à rencontrer

III.19 Évaluation du rapport et des évaluateurs

La prestation d'évaluation et le rapport final feront l'objet d'une évaluation interne par la cellule interne d'évaluation de l'APEFE

III.20 Gestion et pilotage de l'évaluation

Deux instances temporaires spécifiques à chaque évaluation seront mises en place dans le cadre des évaluations finales : un Comité d'accompagnement de l'évaluation, issu du CTS du programme et un Comité de pilotage de l'Évaluation issu du Comité de pilotage du programme.

Le comité de pilotage de l'évaluation aura une fonction décisionnelle et le comité d'accompagnement, un rôle de supervision et opérationnel.

La composition de ces deux comités sera arrêtée avant le démarrage effectif de l'évaluation et communiquée aux évaluateurs.

Le comité de pilotage de l'évaluation (CPE) sera composé au minimum d'un représentant du partenaire, d'un représentant de l'APEFE, et d'un représentant de la cellule interne évaluation (CIE) de l'APEFE. Les membres du CPE représentant le partenaire sont nommés par le Comité de pilotage du programme.

Le comité d'accompagnement de l'évaluation sera composé au minimum de l'administrateur de programme et d'un représentant des partenaires mandaté par le comité technique de suivi du programme.

La cellule interne d'Évaluation de l'APEFE assurera un contrôle qualité de l'ensemble des démarches entreprises dans le cadre de l'évaluation.

Les rôles respectifs de ces comités sont :

Comité d'accompagnement de l'évaluation :

- Rédaction participative des TDR
- Préparation de la sélection des experts
- Mise à disposition de toute la documentation utile
- Information de toutes les parties prenantes locales des activités prévues par les évaluateurs (enquêtes, consultations, réunions...) afin de s'assurer de leur disponibilité
- Facilitation de l'obtention du visa pour l'évaluateur international, par la délivrance d'une invitation
- Facilitation des démarches administratives auprès des autorités locales afin de faciliter l'évaluation (autorisation, visite protocolaire...)
- Préparation, organisation, accompagnement, respect du planning de l'étude de terrain
- Assistance logistique requise pour faciliter les déplacements et l'hébergement des évaluateurs
- Organisation et participation au briefing
- Participation au débriefing à chaud ou restitution aux parties prenantes
- Relecture critique du rapport provisoire
- Évaluation des évaluateurs et du rapport final (après remise du rapport définitif des évaluateurs)
- Rédaction des réponses managériales (après remise du rapport définitif des évaluateurs)

Comité de pilotage de l'évaluation :

- Validation des TDR
- Valider le choix des évaluateurs
- Valider le rapport de démarrage

- Validation du rapport final
- Validation de l'évaluation des évaluateurs et du rapport final
- Validation de la Réponse managériale

Cellule interne Évaluation du siège de l'APEFE :

La CEI est garante :

- De la conformité de la procédure d'évaluation et du bon déroulement de celle-ci.
- De l'indépendance des évaluateurs sélectionnés

Elle peut intervenir à titre indicatif et consultatif sur :

- La préparation des TDR
- La méthodologie et les modalités de déroulement de l'évaluation proposées
- Le rapport de démarrage
- Le rapport provisoire
- Le contrôle de la qualité, de la fiabilité et de l'utilité de l'évaluation
- L'approche méthodologique proposée, les résultats, les conclusions et les recommandations émises
- Le déroulement de l'évaluation et sur informations fournies

La CIE s'assure de la diffusion du rapport et de la réponse managériale sur les plateformes ad hoc (site de l'APEFE, base de données IATI)

Les évaluateurs :

- Présenteront des informations complètes et fondées
- Protégeront l'anonymat et la confidentialité des personnes impliquées
- Signaleront les actes répréhensibles constatés à l'APEFE
- Seront attentifs et respectueux quant aux croyances, aux us et coutumes locaux
- Feront preuve d'intégrité et d'honnêteté dans leurs relations avec toutes les parties prenantes
- Se préoccuperont des problèmes de discrimination ainsi que des disparités multisectionnelles, dont le genre
- Présenteront, de manière claire, précise et honnête, l'évaluation, les limites de celle-ci, les constatations et les recommandations
- Favoriseront la bienveillance à l'égard des acteurs concernés
- Sont responsables de la fiabilité des données par notamment une triangulation ad hoc et un échantillonnage représentatif et statistiquement fort
- Privilégieront la multiplicité des sources d'informations internes et externes au programme
- Veilleront à ce que leur méthodologie fasse clairement des liens entre données récoltées et analysées, constats, conclusions et recommandations
- Assureront que leurs recommandations soient réalistes et opérationnelles en précisant les acteurs visés, le calendrier, les actions envisageables, leurs avantages et inconvénients...

III.21 Livrables

III.21.1 Contenu de rapport

Les évaluateurs présenteront leur rapport en français

Le rapport provisoire sera produit et remis à l'APEFE dans les 10 jours qui suivent la fin de l'étude de terrain.

Le rapport définitif, intégrant les observations du comité de relecture, devra être disponible dans les 10 jours suivant la réception des commentaires du comité de relecture.

Si ces observations expriment des différences d'appréciation non partagées par le consultant, celles-ci pourront être annexées au rapport définitif et commentées par le consultant.

Les rapports comprendront l'ensemble des éléments suivants :

- Le rapport de démarrage
- La matrice d'évaluation
- Le diaporama du débriefing
- Les observations du comité de relecture
- Un résumé exécutif du rapport définitif présentant les principales conclusions et recommandations et respectant la logique et les différentes parties de la structure du rapport détaillé, une synthèse permettant aux décideurs d'avoir lisiblement et rapidement une idée claire et exhaustive des éléments significatifs du déroulement et des conclusions de l'évaluation. Ce résumé inclura les constats et leur justification ainsi que les recommandations formulées de manière claire et exhaustive en précisant leurs destinataires et les échéances.
- Le rapport final détaillé.

III.21.2 Présentation de rapport

Couverture

- Préciser sur la couverture du rapport s'il s'agit du rapport provisoire ou définitif et la date de publication
- Indiquer systématiquement la formule suivante : « Ce rapport reflète le point de vue des évaluateurs, lequel ne correspond pas nécessairement à celui de l'APEFE et des autres parties prenantes »

Version électronique : le rapport provisoire sera adressé au comité d'accompagnement en version Word afin de permettre d'y intégrer les observations du comité de relecture. Le rapport final sera transmis à l'APEFE en version PDF.

Structure

- Couverture
- Table des matières
- Liste des acronymes
- Résumé, de maximum 5 pages, incluant les conclusions et recommandations.
- Les observations éventuelles des évaluateurs sur le déroulement du processus d'évaluation (accès à l'information, logistique, intendance, disponibilité des partenaires, disponibilité de l'APEFE,...

- Identification des programmes
 - Pays
 - Code
 - Secteur CAD
 - Objectif Spécifique
 - Résultat(s)
 - Partenaires et groupes cibles
 - Directeur de programme
 - Bénéficiaires
 - Autres parties prenantes
 - Contexte du programme
 - Historique du programme
 - Stratégie et pertinence du programme
 - Processus de gouvernance, suivi et évaluation du programme
- Caractéristiques de l'évaluation
- Contexte/finalité/justification/pertinence et objet de l'évaluation
- Composition de la mission d'évaluation et responsabilités respectives des évaluateurs
- Personnes impliquées/mobilisées par l'évaluation
- Localisation de l'évaluation (prévoir une carte géographique)
- Méthodologie d'évaluation
- Organisation et déroulement de l'évaluation
- Calendrier d'évaluation détaillé
- Personnes rencontrées
- Critères étudiés et questions évaluatives
- Conclusions et recommandations
- Annexes
 - Matrice d'évaluation
 - Rapport de démarrage
 - Diaporama de débriefing
 - Sources d'information détaillées

III.22 Clauses suspensives

L'APEFE s'autorise à suspendre ou à renoncer à l'exécution du présent marché, pour une ou plusieurs des raisons suivantes :

- Non-respect du calendrier des opérations ainsi que des termes de références
- Remplacement du ou des experts sélectionnés par un profil non équivalent et sans accord préalable de l'APEFE
- Non-respect des délais de production des livrables
- Problèmes relationnels préjudiciables à l'APEFE rencontrés durant la mission
- Impossibilité objective pour les évaluateurs de réaliser la mission
- Cas de force majeure
- Dissolution ou suppression du financement de l'APEFE.

III.23 Annexes

- Liste des personnes-ressources
- Liste des parties prenantes
- Programmes Pluri annuel 2017-2021 BF OS1

ANNEXE A : FORMULAIRE D'OFFRE

OFFRE DE PRIX POUR LE MARCHE AYANT POUR OBJET
"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME"

Facture acceptée (marchés publics de faible montant)

Important : ce formulaire doit être complété dans son intégralité, et signé par le soumissionnaire. Le montant total de l'offre doit être complété en chiffres ET en toutes lettres.

Personne physique

Le soussigné (nom et prénom) :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Domicile (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

Soit (1)

Personne morale

La firme (dénomination, raison sociale) :

Nationalité :

ayant son siège à (adresse complète) :

Téléphone :
GSM :
Fax :
E-mail :
Personne de contact :

représentée par le(s) soussigné(s) :
(Les mandataires joignent à leur offre l'acte authentique ou sous seing privé qui leur accorde ses pouvoirs ou une copie de la procuration. Ils peuvent se borner à indiquer le numéro de l'annexe du Moniteur belge qui a publié l'extrait de l'acte concerné.)

Soit (1)

Groupement d'opérateurs économiques (y compris la société momentanée)

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Nom et prénom ou raison sociale des soumissionnaires et forme juridique :

Qualité ou profession :

Nationalité :

Adresse ou siège social :

Ces données doivent être complétées pour chacun des participants au groupement.

Le groupement est représenté par l'un des participants, dont le nom est :

S'ENGAGE(NT) À EXÉCUTER LE MARCHÉ CONFORMÉMENT AUX CLAUSES ET CONDITIONS DU CAHIER DES CHARGES DU MARCHÉ PUBLIC SUSMENTIONNÉ (2021-MECS-B-PAYS.OS/0X) :

pour un montant de :

(en chiffres, TVA comprise)

.....

(en lettres, TVA comprise)

.....

.....

Informations générales

Numéro d'immatriculation à l'ONSS :

Numéro d'entreprise (en Belgique uniquement) :

Sous-traitants

Il sera fait appel à des sous-traitants : OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

Personnel

Du personnel soumis à la législation sociale d'un autre pays membre de l'Union européenne est employé :

OUI / NON (*biffer les mentions inutiles*)

Cela concerne le pays membre de l'UE suivant :

Paiements

Les paiements seront effectués valablement par virement ou versement sur le compte (IBAN/BIC) de l'institution financière ouvert au nom de

Documents à joindre à l'offre

À cette offre, sont également joints :

- les documents datés et signés, que le cahier des charges impose de fournir ;
- les modèles, échantillons et autres informations, que le cahier des charges impose de fournir.

Fait à

Le

Le soumissionnaire,

Signature :

Nom et prénom :

Fonction :

(1) Biffer les mentions inutiles

ANNEXE B : DECLARATION BANCAIRE

Cette déclaration concerne le marché public: une mission d'évaluation externe finale du programme de Renforcement des Capacités pour l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel Phase II (PRC2-IGMVSS) (2021-MECS-B-BFOS1/03)

Nous confirmons par la présente que
(nom de la société) est notre client(e) depuis le(date).

Relation financière banque-client

Les relations financières que nous entretenons avec ce client nous ont jusqu'à ce jour, (date), donné entière satisfaction.

Sur la base des données dont notre banque dispose actuellement, nous n'avons eu à constater aucun élément négatif et ce client a disposé jusqu'à présent, pour autant que nous ayons pu nous en assurer et en ce qui concerne les contrats et projets dont nous avons connaissance, de la capacité financière lui permettant de mener à bien les contrats et projets qui lui ont été confiés.

.....(nom de la société) jouit de notre confiance et

soit : notre banque met actuellement à la disposition de cette société les lignes de crédit suivantes (à ne mentionner qu'avec l'accord écrit préalable du client) :
.....

soit : notre banque met actuellement des lignes de crédit à la disposition de la société.

et/ou : notre banque est disposée à examiner d'éventuelles demandes de crédit ou une demande de cautionnement en vue de l'exécution du marché.

soit : (aucune des trois déclarations susmentionnées).

Cette déclaration n'implique aucun engagement de notre part pour l'avenir et notre banque n'assume aucune responsabilité à ce propos.

Notoriété du client

.....(nom de la société) occupe une place importante (ou : exerce ses activités) dans le secteur de
.....

Jusqu'ici et pour autant que nous ayons pu nous en assurer, cette société bénéficie d'une excellente (ou : bonne) réputation technique et est dirigée par des personnes compétentes et fiables. La banque ne peut pas être tenue pour responsable du caractère éventuellement inexact ou incomplet des informations qui lui ont été fournies. Les faits qui pourraient, dans l'avenir, influencer cette déclaration ne pourront pas vous être communiqués automatiquement.

Fait à , le

Dénomination de la banque, nom et titre du signataire et signature

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.

ANNEXE C : INVENTAIRE**"UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL (PRC2-IGMVSS)"**

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
Prix unitaire forfaitaires							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	Max. 25			A préciser
2	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur national	QF	homme/jour				A préciser
3	Divers	QF	homme/jour				A préciser
Prix maximum déplacements							
4	Déplacement international A/R domicile-pays partenaire	QP	pièce	1			A préciser
5	Déplacements locaux - Burkina Faso	QP	pièce	1			A préciser
6	OPTION: Prix maximum transport A/R domicile-Bruxelles (si rapportage à Bruxelles	QP	pièce	1			A préciser
Frais de réunions et/ou d'ateliers							
7	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser

Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application. A l'exception des frais de déplacements locaux, qui pourraient être pris en charge par les partenaires ou l'APEFE, tous les autres frais de déplacements internationaux et/ou en Belgique sont à la charge du soumissionnaire. L'expert prévoira l'ensemble des déplacements jugés nécessaires au cours de sa mission. Il est possible que les partenaires mettent à disposition de l'expert des moyens de transports. Dans ce cas, le budget déplacements locaux prévu dans l'offre de l'expert, sera réduit proportionnellement à la contribution des partenaires. Les frais de réunions et/ou d'ateliers sont, sauf exception, pris en charge par les partenaires et/ou l'APEFE. En cas de débriefing à Bruxelles, les transports (A/R en classe économique) entre le domicile et Bruxelles seront pris en charge par le soumissionnaire. Les jours de voyages internationaux ne sont pas pris en charge par l'APEFE.

Total HTVA :	
Total TVA :	
Total TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à le Fonction:

Nom et prénom : Signature:

ANNEXE D : INVENTAIRE bis**(variante sans mission internationale, dans le cas où les déplacements internationaux sont compromis par la crise sanitaire ou sécuritaire)****“UNE MISSION D'ÉVALUATION EXTERNE FINALE DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL (PRC2-IGMVSS)”**

N°	Description	Type	Unité	Q	PU en chiffres HTVA	Total HTVA	%TVA
Prix unitaire forfaitaires							
1	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur international	QF	homme/jour	Max. 25			A préciser
2	Préparation - Exécution et rapportage de la mission de l'évaluateur national	QF	homme/jour				A préciser
3	Divers	QF	homme/jour				A préciser
Prix maximum déplacements							
4	Déplacements locaux - Burkina Faso	QP	pièce	1			A préciser
5	OPTION: Prix maximum transport A/R domicile-Bruxelles (si rapportage à Bruxelles	QP	pièce	1			A préciser
Frais de réunions et/ou d'ateliers							
6	Location, pause-café,...	QP	pièce	1			A préciser

Sont inclus dans les prix unitaires forfaitaires les honoraires, les per diem, les frais de logement, d'assurance, de visas, de prophylaxies, de communication, les frais administratifs et de secrétariat, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés, les frais d'emballage, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers services nécessaires pour l'exécution du marché. En cas de prolongation du marché, les prix unitaires forfaitaires mentionnés dans l'offre sont d'application. A l'exception des frais de déplacements locaux, qui pourraient être pris en charge par les partenaires ou l'APEFE, tous les autres frais de déplacements internationaux et/ou en Belgique sont à la charge du soumissionnaire. L'expert prévoira l'ensemble des déplacements jugés nécessaires au cours de sa mission. Il est possible que les partenaires mettent à disposition de l'expert des moyens de transports. Dans ce cas, le budget déplacements locaux prévu dans l'offre de l'expert, sera réduit proportionnellement à la contribution des partenaires. Les frais de réunions et/ou d'ateliers sont, sauf exception, pris en charge par les partenaires et/ou l'APEFE. En cas de débriefing à Bruxelles, les transports (A/R en classe économique) entre le domicile et Bruxelles seront pris en charge par le soumissionnaire. Les jours de voyages internationaux ne sont pas pris en charge par l'APEFE.

Total HTVA :	
Total TVA :	
Total TVAC :	

Les prix unitaires doivent être mentionnés avec 2 chiffres après la virgule. La quantité de produits x le prix unitaire doivent être à chaque fois arrondis à 2 chiffres après la virgule.

Vu, vérifié et complété avec les prix unitaires, les totaux partiels et le total global qui ont servi à déterminer le montant de mon offre de ce jour, pour être joint à mon formulaire d'offre.

Fait à le Fonction:

Nom et prénom : Signature: